Édition de langue française

Législation

Sommaire

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

98/725/PESC:

- ★ **Position commune, du 14 décembre 1998, définie par le Conseil sur la base de l'article J.2 du traité sur l'Union européenne concernant des mesures restrictives à prendre à l'encontre des personnes en République fédérale de Yougoslavie agissant contre les médias indépendants.....** 1

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- ★ **Règlement (CE) n° 2743/98 du Conseil, du 14 décembre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 297/95 concernant les redevances dues à l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments** 3
- ★ **Règlement (CE) n° 2744/98 du Conseil, du 14 décembre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 355/94 et portant prorogation de la mesure dérogatoire temporaire applicable à l'Allemagne et à l'Autriche** 9

Règlement (CE) n° 2745/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 11

Règlement (CE) n° 2746/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, relatif aux offres déposées pour l'expédition de riz décortiqué à grains longs à destination de l'île de la Réunion dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2563/98 13

Règlement (CE) n° 2747/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2564/98 14

Règlement (CE) n° 2748/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2565/98 15

Règlement (CE) n° 2749/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains longs dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2566/98.....	16
Règlement (CE) n° 2750/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 1833/92 fixant les montants des aides à la fourniture des Açores et de Madère en produits céréaliers d'origine communautaire.....	17
Règlement (CE) n° 2751/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 391/92 fixant les montants des aides à la fourniture des départements français d'outre-mer en produits céréaliers d'origine communautaire.....	19
Règlement (CE) n° 2752/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 1832/92 fixant les montants des aides à la fourniture des îles Canaries en produits céréaliers d'origine communautaire.....	21
Règlement (CE) n° 2753/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, fixant les restitutions applicables aux produits des secteurs des céréales et du riz livrés dans le cadre d'actions d'aides alimentaires communautaires et nationales.....	23
* Règlement (CE) n° 2754/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1772/96 portant modalités d'application des mesures spécifiques pour l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en ce qui concerne les semences de pommes de terre.....	25
* Règlement (CE) n° 2755/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en produits du secteur des viandes ovine et caprine pour l'année 1999.....	27
* Règlement (CE) n° 2756/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, portant ouverture de contingents tarifaires communautaires au titre de 1999 pour les animaux vivants des espèces ovine et caprine et pour la viande des animaux des espèces ovine et caprine relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80, 0104 20 10, 0104 20 90 et 0204, et portant dérogation au règlement (CE) n° 1439/95 établissant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 2467/98 du Conseil en ce qui concerne l'importation et l'exportation de produits du secteur des viandes ovine et caprine.....	31
* Règlement (CE) n° 2757/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement des Açores et de Madère en produits du secteur des viandes ovine et caprine pour l'année 1999.....	36
Règlement (CE) n° 2758/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1667/98 et portant à 333 224 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation d'orge détenu par l'organisme d'intervention suédois.....	39
* Règlement (CE) n° 2759/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, relatif à la vente, à prix fixé forfaitairement à l'avance, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention en vue de leur transformation dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) n° 2144/98.....	41
* Règlement (CE) n° 2760/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, concernant la mise en œuvre d'un programme de coopération transfrontalière dans le cadre du programme PHARE.....	49
* Règlement (CE) n° 2761/98 de la Commission, du 18 décembre 1998, portant augmentation d'un contingent tarifaire communautaire consolidé au GATT pour du papier journal en provenance du Canada (1998).....	53

Commission

98/726/CE:

- * **Décision de la Commission, du 24 novembre 1998, prévoyant une disposition dérogatoire concernant la décision 71/128/CEE portant création d'un comité consultatif de la pêche [notifiée sous le numéro C(1998) 3591].....** 54

98/727/CE:

- * **Décision de la Commission, du 9 décembre 1998, modifiant la décision 98/439/CE relative à l'admissibilité des dépenses prévues par certains États membres au cours de l'année 1998 pour la mise en œuvre des régimes de surveillance et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche [notifiée sous le numéro C(1998) 3938].....** 55
-

Rectificatifs

- * **Rectificatif au règlement (CE) n° 1401/98 du Conseil, du 22 juin 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1808/95, portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires consolidés au GATT et de certains autres contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles, industriels et de la pêche, et définissant les modalités d'amendement ou d'adaptation desdits contingents, et modifiant le règlement (CE) n° 764/96 (JO L 188 du 2.7.1998)** 56

(Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne)

POSITION COMMUNE

du 14 décembre 1998

définie par le Conseil sur la base de l'article J.2 du traité sur l'Union européenne concernant des mesures restrictives à prendre à l'encontre des personnes en République fédérale de Yougoslavie agissant contre les médias indépendants

(98/725/PESC)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article J.2,

considérant que, dans ses conclusions du 26 octobre 1998, le Conseil a condamné les mesures prises par les autorités de la République fédérale de Yougoslavie (RFY) contre les médias indépendants;

considérant que l'adoption, par le Parlement serbe, d'une loi sur l'information publique, visant principalement les médias qui ne sont pas contrôlés par l'État, viole les normes internationalement reconnues et constitue un pas supplémentaire dans le non-respect des principes démocratiques;

considérant que, dans ses conclusions du 9 novembre 1998, le Conseil a répété que l'Union européenne était déterminée à continuer de soutenir la démocratie et la liberté d'expression en RFY et a invité les autorités de la RFY et de la Serbie à mettre leur législation relative aux médias en conformité avec les normes du Conseil de l'Europe;

considérant que, dans ses conclusions du 7 décembre 1998, le Conseil est convenu d'imposer une interdiction de délivrer des visas aux autorités de la RFY et de la Serbie responsables de la répression exercée à l'encontre des médias indépendants en RFY et que cette mesure devrait être assortie d'un soutien aux médias indépendants;

considérant que cette interdiction de délivrer des visas sera levée dès que la RFY aura supprimé les mesures répressives prises à l'encontre des médias indépendants,

A DÉFINI LA PRÉSENTE POSITION COMMUNE:

Article premier

1. Les personnes recensées en annexe, qui ont été identifiées comme ayant élaboré, mis en œuvre, défendu ou exploité politiquement la loi serbe sur l'information publique, sont signalées aux fins de leur non-admission sur les territoires des États membres.

2. D'autres hauts représentants de la RFY et de la Serbie, responsables de mesures répressives à l'encontre des médias indépendants, seront ajoutés à la liste figurant en annexe si les autorités de la RFY ne répondent pas aux exigences de l'Union européenne. Le Conseil met la liste à jour en fonction de l'évolution de la situation en RFY.

Article 2

Le Conseil abrogera la présente position commune dès abolition des mesures répressives prises contre les médias en RFY.

Article 3

La présente position commune prend effet le jour de son adoption.

Article 4

La présente position commune est publiée au Journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 14 décembre 1998.

Par le Conseil

Le président

W. MOLTERER

ANNEXE

Vojislav Seselj, vice-premier ministre serbe
Aleksandar Vucic, ministre serbe de l'information
Miljkan Karlicic, adjoint du ministre serbe de l'information
Dusanka Djogo-Antonovic, adjoint du ministre serbe de l'information
Miodrag Popovic, adjoint du ministre serbe de l'information
Dragoljub Jankovic, ministre serbe de la justice
Gorica Gajevic, SPS, secrétaire général
Zeljko Simic, SPS
Zivota Zvetkovic, SPS
Ivica Dacic, SPS, porte-parole
Slavko Veselinovic, SPS, chef du conseil de l'information et de la propagande au bureau du SPS
Stevo Dragisic, SRS
Tomislav Nikolic, SRS, vice-premier ministre serbe
Natasa Jovanovic, responsable régionale du SRS en Sumadija
Milovan Bojic, JUL, vice-premier ministre serbe
Zivorad Djordjevic, JUL, rédacteur en chef du quotidien «Borba»
Ivan Markovic, JUL, porte-parole
Milorad Radevic, responsable de la «Fédération patriotique — Belgrade», responsable au service des archives serbes, demandeur dans l'action intentée le 23 octobre 1998.
Bratislava Buba-Morina, JUL, commissaire serbe aux réfugiés, responsable de la ligue des femmes yougoslaves, demanderesse dans l'action intentée le 7 novembre 1998.

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 2743/98 DU CONSEIL
du 14 décembre 1998
modifiant le règlement (CE) n° 297/95 concernant les redevances dues à l'Agence
européenne pour l'évaluation des médicaments

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 297/95 du Conseil du 10 février 1995 concernant les redevances dues à l'Agence européenne pour l'évaluation des médicaments⁽¹⁾, et notamment son article 10,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen⁽²⁾,

considérant que, aux termes de l'article 57, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2309/93 du Conseil du 22 juillet 1993 établissant des procédures communautaires pour l'autorisation et la surveillance des médicaments à usage humain et à usage vétérinaire et instituant une Agence européenne pour l'évaluation des médicaments⁽³⁾, les recettes de l'Agence se composent de la contribution et des redevances versées par les entreprises pour l'obtention et le maintien des autorisations communautaires de mise sur le marché et pour les autres services fournis par l'Agence;

considérant que le montant et la structure des redevances établis par le règlement (CE) n° 297/95 doivent être revus avant le 31 décembre 1997;

considérant que, au vu de l'expérience acquise depuis 1995, il y a lieu de maintenir les principes généraux et la structure globale des redevances ainsi que les principales dispositions opérationnelles et procédurales établies par ledit règlement;

considérant toutefois qu'il y a lieu de préciser, pour certaines redevances, les services ou prestations auxquels elles se rapportent afin de faciliter leur recouvrement et d'améliorer la transparence et la mise en œuvre pratique de ce règlement;

considérant que de nouvelles redevances doivent également être établies afin de couvrir l'ensemble des services désormais rendus par l'Agence;

considérant qu'une redevance annuelle doit être introduite afin d'assurer la couverture des frais liés à la surveillance des médicaments autorisés; qu'une partie déterminée de cette redevance devra être allouée aux autorités nationales compétentes qui assurent obligatoirement au nom de la Communauté des fonctions de surveillance du marché en vertu du règlement (CEE) n° 2309/93; que, en outre, les modalités de répartition entre ces autorités devront être arrêtées par le conseil d'administration de l'Agence selon la procédure prévue par le présent règlement;

considérant que, dans certains cas exceptionnels et pour des raisons impérieuses de santé publique ou de santé des animaux, les redevances susmentionnées doivent pouvoir faire l'objet de réductions; que, dès lors, sans préjudice de dispositions plus spécifiques du droit communautaire, toute décision de réduction devra être prise par le directeur exécutif sur la base d'un examen critique de la situation propre à chaque cas après consultation du comité scientifique compétent,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CE) n° 297/95 est modifié comme suit.

1) L'article 1^{er} est remplacé par le texte suivant:

«Article premier

Champ d'application

Les redevances dues pour l'obtention et le maintien des autorisations communautaires de mise sur le marché des médicaments à usage humain et vétérinaire, ainsi que pour les autres services fournis par l'Agence, sont perçues suivant les dispositions du présent règlement.

Le montant de ces redevances est fixé en écus.»

⁽¹⁾ JO L 35 du 15. 2. 1995, p. 1.

⁽²⁾ JO C 328 du 26. 10. 1998.

⁽³⁾ JO L 214 du 24. 8. 1993, p. 1. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 649/98 de la Commission (JO L 88 du 24.3.1998, p. 7).

2) Les articles 3 à 10 sont remplacés par le texte suivant:

«Article 3

Médicaments à usage humain relevant des procédures établies par le règlement (CEE) n° 2309/93

1. *Autorisation de mise sur le marché d'un médicament*

a) *Redevance de base*

La redevance perçue pour une demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament accompagnée d'un dossier complet est de 200 000 écus. Cette redevance couvre un seul dosage associé à une forme pharmaceutique.

Cette redevance est majorée de 20 000 écus pour chaque dosage et/ou forme pharmaceutique supplémentaire lorsqu'ils sont présentés simultanément à la première demande d'autorisation. Cette majoration couvre un dosage et/ou une forme pharmaceutique supplémentaire.

Cette redevance est majorée de 5 000 écus pour chaque présentation supplémentaire d'un même dosage et d'une même forme pharmaceutique présentée simultanément à la première demande d'autorisation.

b) *Redevance réduite*

Une redevance réduite de 100 000 écus s'applique aux demandes d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament pour lequel la présentation d'un dossier complet n'est pas nécessaire, conformément aux dispositions de l'article 4, troisième alinéa, point 8 a) i) et iii), de la directive 65/65/CEE, ainsi que lorsqu'il est fait usage de l'article 4, troisième alinéa, point 8 a) ii) de la même directive. Cette redevance couvre un seul dosage associé à une forme pharmaceutique.

Cette redevance est majorée de 20 000 écus pour chaque dosage et/ou forme pharmaceutique supplémentaire lorsqu'ils sont présentés simultanément à la première demande d'autorisation. Cette majoration couvre un dosage et/ou une forme pharmaceutique supplémentaire.

Cette redevance est majorée de 5 000 écus pour chaque présentation supplémentaire d'un même dosage et d'une même forme pharmaceutique présentée simultanément à la première demande d'autorisation.

c) *Redevances pour extension d'une autorisation de mise sur le marché*

Ces redevances sont perçues pour chaque extension d'une autorisation de mise sur le marché déjà octroyée:

— lorsque cette extension couvre un nouveau dosage ou une nouvelle forme pharmaceutique ou une nouvelle indication ou un nouveau mode d'administration, la redevance à percevoir est de 50 000 écus,

— lorsque cette extension couvre une nouvelle présentation d'un dosage, d'une forme pharmaceutique et d'un mode d'administration déjà autorisés, la redevance à percevoir est de 10 000 écus.

2. *Modification d'une autorisation de mise sur le marché*

a) *Redevance pour modification de type I*

Une redevance de 5 000 écus est perçue en cas de modification d'importance mineure de l'autorisation de mise sur le marché selon la classification établie par le règlement de la Commission applicable en la matière.

En cas de modification identique, la redevance couvre tous les dosages, toutes les formes pharmaceutiques et toutes les présentations autorisés.

b) *Redevance pour modification de type II*

Une redevance de 60 000 écus est perçue en cas de modification d'importance majeure de l'autorisation de mise sur le marché selon la classification établie par le règlement de la Commission applicable en la matière. Cette redevance peut être diminuée de moitié pour certaines modifications de type II n'entraînant pas une évaluation scientifique approfondie; la liste en est établie selon la procédure prévue à l'article 11, paragraphe 2.

En cas de modification identique, la redevance couvre tous les dosages, toutes les formes pharmaceutiques et toutes les présentations autorisés.

3. *Redevance de renouvellement*

Une redevance de 10 000 écus est perçue pour l'examen des informations disponibles lors du renouvellement quinquennal d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament. Elle est perçue pour chaque dosage associé à une forme pharmaceutique.

4. *Redevance d'inspection*

Une somme forfaitaire de 15 000 écus est perçue pour toute inspection effectuée sur le territoire communautaire ou en dehors de la Communauté. Pour les inspections effectuées en dehors de la Communauté, les frais de déplacement sont facturés en sus sur la base du coût réel.

5. *Redevance pour le transfert*

Une redevance de 5 000 écus est perçue lors du changement de titulaire des autorisations de mise sur le marché concernées par le transfert. Cette redevance couvre l'ensemble des présentations autorisées d'un même médicament.

6. *Redevance annuelle*

Une redevance annuelle de 60 000 écus est perçue pour chaque médicament ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché. Cette redevance couvre l'ensemble des présentations autorisées d'un même médicament.

Article 4

Médicaments à usage humain relevant des procédures prévues par la directive 75/319/CEE (*)

Redevance d'arbitrage

Une redevance de 10 000 écus est due lors de la mise en œuvre des procédures prévues à l'article 10, paragraphe 2, et aux articles 11, 12 et 15 de la directive 75/319/CEE.

Cette redevance est majorée de 40 000 écus lorsque les procédures prévues aux articles 11 et 12 de la directive 75/319/CEE sont mises en œuvre à l'initiative du demandeur ou du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché.

Article 5

Médicaments à usage vétérinaire relevant des procédures établies par le règlement (CEE) n° 2309/93

1. *Autorisation de mise sur le marché d'un médicament*

a) *Redevance de base*

La redevance perçue pour une demande d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament, accompagnée d'un dossier complet est de 100 000 écus. Cette redevance couvre un seul dosage associé à une forme pharmaceutique.

Cette redevance est majorée de 10 000 écus pour chaque dosage et/ou forme pharmaceutique supplémentaire lorsqu'ils sont présentés simultanément à la première demande d'autorisation. Cette majoration couvre un dosage et/ou une forme pharmaceutique supplémentaire.

Ces redevances sont majorées de 5 000 écus pour chaque présentation supplémentaire d'un même dosage et d'une même forme pharmaceutique présentée simultanément à la première demande d'autorisation.

Dans le cas de vaccins, la redevance de base est réduite à 50 000 écus, chaque dosage et/ou forme pharmaceutique et/ou présentation supplémentaire entraînant une majoration de 5 000 écus.

Au titre du présent point a), le nombre d'espèce-cible n'intervient pas.

b) *Redevance réduite*

Une redevance réduite de 50 000 écus s'applique aux demandes d'autorisation de mise sur le marché d'un médicament pour lequel la présentation d'un dossier complet n'est pas nécessaire, conformément aux dispositions de l'article 5, troisième alinéa, point 10 a) i) et iii), de la directive 81/851/CEE, ainsi que lorsqu'il est fait usage de l'article 5, troisième alinéa, point 10 a) ii), de la même directive. Cette redevance couvre un seul dosage associé à une forme pharmaceutique de ce médicament.

Cette redevance est majorée de 10 000 écus pour chaque dosage et/ou forme pharmaceutique supplémentaire lorsqu'ils sont présentés simultanément à la première demande d'autorisation. Cette majoration couvre un dosage et/ou une forme pharmaceutique supplémentaire.

Ces redevances sont majorées de 5 000 écus pour chaque présentation supplémentaire d'un même dosage et d'une même forme pharmaceutique présentée simultanément lors de la première demande d'autorisation.

Dans le cas de vaccins, la redevance est réduite à 25 000 écus, chaque dosage et/ou forme pharmaceutique et/ou présentation supplémentaire entraînant une majoration de 5 000 écus.

Au titre du présent point b) le nombre d'espèce-cible n'intervient pas.

c) *Redevances d'extension d'une autorisation de mise sur le marché*

Ces redevances sont perçues pour chaque extension d'une autorisation de mise sur le marché déjà octroyée:

— lorsque cette extension couvre un nouveau dosage ou une nouvelle forme pharmaceutique ou une nouvelle espèce ou une nouvelle indication ou un nouveau mode d'administration, la redevance à percevoir est de 25 000 écus,

— lorsque cette extension couvre une nouvelle présentation d'un dosage, d'une forme pharmaceutique et d'un mode d'administration déjà autorisés, la redevance à percevoir est de 5 000 écus,

— dans le cas de vaccins, lorsque l'extension couvre un nouveau dosage ou une nouvelle forme pharmaceutique ou une nouvelle présentation ou un nouveau mode d'administration, la redevance à percevoir est de 5 000 écus.

2. *Modification d'une autorisation de mise sur le marché*

a) *Redevance pour modification de type I*

Une redevance de 5 000 écus est perçue en cas de modification d'importance mineure de l'autorisation de mise sur le marché selon la classification établie par le règlement de la Commission applicable en la matière. Cette redevance est également applicable aux vaccins.

En cas de modification identique, la redevance couvre tous les dosages, toutes les formes pharmaceutiques et toutes les présentations autorisés.

b) *Redevance pour modification de type II*

Une redevance de 30 000 écus est perçue en cas de modification d'importance majeure de l'autorisation de mise sur le marché selon la classification établie par le règlement de la Commission applicable en la matière. Cette redevance peut être diminuée de moitié pour certaines modifications de type II n'entraînant pas une évaluation scientifique approfondie; la liste en est établie selon la procédure prévue à l'article 11, paragraphe 2.

Dans le cas de vaccins, cette redevance est de 5 000 écus.

En cas de modification identique, la redevance couvre tous les dosages, toutes les formes pharmaceutiques et toutes les présentations autorisés.

3. *Redevance de renouvellement*

Une redevance de 5 000 écus est perçue pour l'examen des informations disponibles lors du renouvellement quinquennal d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament. Elle est perçue pour chaque dosage associé à une forme pharmaceutique.

4. *Redevance d'inspection*

Une somme forfaitaire de 15 000 écus est perçue pour toute inspection effectuée sur le territoire communautaire ou en dehors de la Communauté. Pour les inspections effectuées en dehors de la Communauté, les frais de déplacement sont facturés en sus sur la base du coût réel.

5. *Redevance pour le transfert*

Une redevance de 5 000 écus est perçue lors du changement du titulaire des autorisations de mise sur le marché concernées par le transfert. Cette redevance couvre l'ensemble des présentations autorisées d'un même médicament.

6. *Redevance annuelle*

Une redevance annuelle de 20 000 écus est perçue pour chaque médicament ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché. Cette redevance couvre l'ensemble des présentations autorisées d'un même médicament.

Article 6

Médicaments à usage vétérinaire relevant des procédures prévues par la directive 81/851/CEE

Redevance d'arbitrage

Une redevance de 10 000 écus est due lors de la mise en œuvre des procédures prévues à l'article 18, paragraphe 2, et aux articles 19, 20 et 23 de la directive 81/851/CEE.

Cette redevance est majorée de 20 000 écus lorsque les procédures prévues aux articles 19 et 20 de la directive 81/851/CEE sont mises en œuvre à l'initiative du demandeur ou du titulaire de l'autorisation de mise sur le marché.

Article 7

Établissement de limites maximales de résidus (LMR) pour les médicaments vétérinaires

1. *Redevances en vue de l'établissement de LMR*

Une redevance LMR de base de 50 000 écus est perçue pour une demande d'établissement d'une première LMR pour une substance donnée.

Une redevance LMR additionnelle de 15 000 écus est due pour chaque demande de modification ou d'extension d'une LMR existante ou pour la couverture de nouvelles espèces.

Les redevances LMR seront déduites de la redevance due au titre d'une demande d'autorisation de mise sur le marché ou d'une demande d'extension d'une autorisation de mise sur le marché concernant le médicament contenant la substance ayant fait l'objet de l'établissement de LMR lorsque ces demandes sont présentées par un même demandeur. Cette déduction ne pourra toutefois excéder la moitié de la redevance à laquelle elle s'applique.

2. *Redevance LMR pour essais cliniques*

Une redevance de 15 000 écus est perçue pour toute demande d'établissement d'une LMR en vue d'essais cliniques.

Cette redevance sera déduite du montant de la redevance LMR de base prévue au point 1.

*Article 8***Redevances diverses**1. *Redevance pour conseils scientifiques*

Cette redevance est perçue lors d'une demande de conseils scientifiques ou techniques concernant la recherche et le développement d'un médicament en vue du dépôt éventuel d'une demande d'autorisation de mise sur le marché ou d'une extension de l'autorisation de mise sur le marché.

- Pour les médicaments à usage humain, le montant maximal de cette redevance est fixé à 60 000 écus.
- Pour les médicaments vétérinaires, le montant maximal est fixé à 30 000 écus.

Les modalités d'application du présent point sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 11, paragraphe 2.

2. *Redevances pour charges administratives*

Des redevances pour charges administratives sont dues lors de la délivrance de documents ou certificats quand cette délivrance n'entre pas dans le cadre de prestations couvertes par une autre redevance prévue par le présent règlement ou au terme de la validation administrative d'un dossier concluant au rejet de la demande pour lequel ce dossier a été soumis. Le montant unitaire de ces redevances ne peut être supérieur à 5 000 écus. En application de l'article 11, paragraphe 2, le conseil d'administration de l'Agence en établit et précise la classification.

*Article 9***Possibilité de réduction des redevances**

Sans préjudice de dispositions plus spécifiques du droit communautaire, dans des circonstances exceptionnelles et pour des raisons impératives de santé publique ou de santé des animaux, des réductions de redevance peuvent être accordées, au cas par cas, par le directeur exécutif, après avis du comité scientifique compétent. Toute décision prise en application du présent article est dûment motivée.

Une exonération totale ou partielle peut être accordée, notamment pour les médicaments destinés à traiter des maladies rares ou concernant des espèces mineures.

*Article 10***Dates d'échéance, retards de paiement**

1. Les redevances sont dues à la date de réception de la demande correspondante à moins que des dispositions spécifiques n'en disposent autrement.

La redevance d'arbitrage de base est due dans les trente jours qui suivent la saisine de l'Agence; la redevance annuelle est due dans les trente jours qui suivent la date du premier anniversaire et de chaque anniversaire suivant la notification de la décision d'autorisation de mise sur le marché.

La redevance d'inspection est due dans les trente jours qui suivent la date à laquelle l'inspection a été réalisée.

2. En cas de non-paiement à la date d'échéance d'une redevance due conformément au présent règlement et, sans préjudice de la capacité d'ester en justice reconnue à l'Agence en vertu de l'article 59 du règlement (CEE) n° 2309/93, le directeur exécutif de l'Agence peut décider, soit de ne pas rendre les services demandés, soit d'interrompre l'ensemble des services ou procédures en cours jusqu'au paiement de la totalité de la redevance due.
3. Le paiement des redevances est effectué en écus ou dans la monnaie nationale d'un des États membres, selon les taux de conversion en vigueur arrêtés quotidiennement par la Commission. Des taux de conversion mensuels sur la base des précédents peuvent toutefois être fixés selon un mode de calcul établi par le conseil d'administration de l'Agence.

*Article 11***Modalités d'application**

1. Sur proposition du directeur exécutif et après avis favorable de la Commission, le conseil d'administration de l'Agence fixe les modalités de reversement aux autorités nationales compétentes participant aux activités de surveillance du marché communautaire d'une partie des ressources provenant des redevances annuelles.
2. Sans préjudice des dispositions du présent règlement ou du règlement (CEE) n° 2309/93, le conseil d'administration de l'Agence peut préciser, sur proposition du directeur exécutif, toute autre disposition qui s'avérerait nécessaire à l'application du présent règlement.
3. En cas de désaccord sur la classification d'une demande dans une des catégories des redevances prévues par le présent règlement, le directeur exécutif statue après avis du comité scientifique compétent.

*Article 12***Modification**

Toute modification du présent règlement est arrêtée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée, après consultation du Parlement européen, sur proposition de la Commission.

Toutefois, les modifications du montant des redevances établies par le présent règlement sont arrêtées suivant la procédure prévue à l'article 73 du règlement (CEE) n° 2309/93.

Dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, la Commission présentera un rapport sur son exécution après avis du conseil d'administration de l'Agence.

À l'avenir, le réexamen des redevances reposera sur une évaluation complète des coûts de l'Agence, y compris les dépenses afférentes aux rapporteurs des États membres.

(*) JO L 147 du 9. 6. 1975, p. 13. Directive modifiée en dernier lieu par la directive 93/39/CEE (JO L 214 du 24. 8. 1993, p. 22).»

- 3) L'actuel article 11 devient l'article 13.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 décembre 1998.

Par le Conseil

Le président

W. MOLTERER

RÈGLEMENT (CE) N° 2744/98 DU CONSEIL

du 14 décembre 1998

modifiant le règlement (CE) n° 355/94 et portant prorogation de la mesure dérogatoire temporaire applicable à l'Allemagne et à l'Autriche

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 28,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,vu l'avis du Parlement européen ⁽²⁾,vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant que l'article 2, deuxième alinéa, du règlement (CE) n° 355/94 du Conseil du 14 février 1994 modifiant le règlement (CEE) n° 918/83 relatif à l'établissement du régime communautaire des franchises douanières ⁽⁴⁾ a prévu l'application, jusqu'au 31 décembre 1997, d'une dérogation temporaire en faveur de la République fédérale d'Allemagne et de la République d'Autriche, visant à l'application d'un seuil de 75 écus pour la franchise applicable aux marchandises importées par les voyageurs entrant sur les territoires allemand et autrichien par une frontière terrestre reliant ces deux États membres aux pays autres que les États membres et les membres de l'AELE ou, le cas échéant, par voie de navigation côtière en provenance desdits pays;

considérant que ces dispositions tiennent compte des difficultés économiques susceptibles d'être causées par les montants de franchises applicables aux voyageurs important des marchandises dans la Communauté dans le cadre des situations susvisées;

considérant que, par lettres du 24 juin et du 23 juillet 1997, la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche ont demandé à bénéficier d'une prolongation de la mesure dérogatoire prévue à l'article 2, deuxième alinéa, du règlement (CE) n° 355/94; qu'une telle demande repose sur la constatation de la persistance, voire du développement des difficultés économiques ayant conduit à l'adoption des règlements (CE) n° 355/94 et (CE) n° 3316/94;

considérant qu'il convient de prendre en considération la situation évoquée par ces deux États membres;

considérant qu'une prolongation de cette mesure dérogatoire doit toutefois s'accompagner à la fois de la fixation d'une date limite pour aligner le seuil de la franchise applicable par l'Allemagne et l'Autriche sur celui en vigueur à ladite date dans les autres États membres, du relèvement, dès maintenant, du seuil applicable à ces deux États membres afin de contribuer à limiter les distorsions de concurrence et de l'engagement de ces États membres à relever graduellement et conjointement ledit seuil pour l'aligner, au 1^{er} janvier 2003, sur le seuil communautaire,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À l'article 2 du règlement (CE) n° 355/94, le deuxième alinéa est remplacé par le texte suivant:

«Toutefois, en ce qui concerne la République fédérale d'Allemagne et la République d'Autriche, le présent règlement s'applique à partir du 1^{er} janvier 2003, pour les marchandises importées par les voyageurs entrant sur le territoire allemand ou autrichien par une frontière terrestre reliant ces deux États membres aux pays autres que les États membres et les membres de l'AELE ou, le cas échéant, par voie de navigation côtière en provenance desdits pays.

Toutefois, ces États membres accordent une franchise d'au moins 100 écus, à partir du 1^{er} janvier 1999, aux importations effectuées par les voyageurs visés au deuxième alinéa. Ils procèdent conjointement au relèvement graduel de ce montant en vue d'appliquer auxdites importations, au plus tard le 1^{er} janvier 2003, le seuil en vigueur dans la Communauté.»

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est applicable à partir du 1^{er} janvier 1998.

⁽¹⁾ JO C 273 du 2. 9. 1998, p. 10.

⁽²⁾ Avis rendu le 3 décembre 1998 (non encore paru au Journal officiel).

⁽³⁾ Avis rendu le 15 octobre 1998 (non encore paru au Journal officiel).

⁽⁴⁾ JO L 46 du 18. 2. 1994, p. 5. Règlement modifié par le règlement (CE) n° 3316/94 (JO L 350 du 31. 12. 1994, p. 12).

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 14 décembre 1998.

Par le Conseil

Le président

W. MOLTERER

RÈGLEMENT (CE) N° 2745/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

**établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix
d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission, du 21 décembre 1994, portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1498/98 ⁽²⁾, et notamment son article 4 paragraphe 1,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil, du 28 décembre 1992, relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95 ⁽⁴⁾, et notamment son article 3 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'im-

portation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe;

considérant que, en application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 337 du 24. 12. 1994, p. 66.

⁽²⁾ JO L 198 du 15. 7. 1998, p. 4.

⁽³⁾ JO L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(en écus par 100 kg)

Code NC	Code des pays tiers ⁽¹⁾	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 00	052	119,9
	204	105,5
	220	242,0
	624	242,1
	999	177,4
0707 00 05	052	80,8
	999	80,8
0709 90 70	052	90,1
	204	106,3
	999	98,2
0805 10 10, 0805 10 30, 0805 10 50	052	35,1
	204	40,1
	999	37,6
0805 20 10	052	76,4
	204	63,0
	999	69,7
0805 20 30, 0805 20 50, 0805 20 70, 0805 20 90	052	46,7
	464	294,2
	999	170,5
0805 30 10	052	58,6
	600	84,4
	999	71,5
0808 10 20, 0808 10 50, 0808 10 90	052	60,6
	060	16,5
	064	45,1
	400	66,2
	404	80,8
	728	85,7
	999	59,1
	064	61,7
0808 20 50	400	92,3
	720	63,0
	999	72,3

⁽¹⁾ Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 2317/97 de la Commission (JO L 321 du 22. 11. 1997, p. 19).
Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 2746/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

relatif aux offres déposées pour l'expédition de riz décortiqué à grains longs à destination de l'île de la Réunion dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2563/98

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, portant organisation commune du marché du riz ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2072/98 ⁽²⁾, et notamment son article 10 paragraphe 1,

vu le règlement (CEE) n° 2692/89 de la Commission, du 6 septembre 1989, portant modalités d'application relatives aux expéditions de riz à la Réunion ⁽³⁾, et notamment son article 9 paragraphe 1,

considérant que, par le règlement (CE) n° 2563/98 de la Commission ⁽⁴⁾, une adjudication de la subvention à l'expédition de riz à destination de l'île de la Réunion a été ouverte;

considérant que, conformément à l'article 9 du règlement (CEE) n° 2692/89, sur base des offres déposées, la Commission peut, selon la procédure prévue à l'article 22 du règlement (CE) n° 3072/95, décider de ne pas donner suite à l'adjudication;

considérant que, tenant compte notamment des critères prévus aux articles 2 et 3 du règlement (CEE) n° 2692/89, il n'est pas indiqué de procéder à la fixation d'une subvention maximale;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Il n'est pas donné suite aux offres déposées du 14 au 17 décembre 1998 dans le cadre de l'adjudication de la subvention à l'expédition de riz décortiqué à grains longs du code NC 1006 20 98 à destination de l'île de la Réunion, visée dans le règlement (CE) n° 2563/98.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 329 du 30. 12. 1995, p. 18.

⁽²⁾ JO L 265 du 30. 9. 1998, p. 4.

⁽³⁾ JO L 29 du 7. 9. 1989, p. 8.

⁽⁴⁾ JO L 320 du 28. 11. 1998, p. 40.

RÈGLEMENT (CE) N° 2747/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2564/98

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, portant organisation commune du marché du riz ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2072/98 ⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 3,

considérant que, par le règlement (CE) n° 2564/98 de la Commission ⁽³⁾, une adjudication de la restitution à l'exportation de riz a été ouverte;

considérant que, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 584/75 de la Commission ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 299/95 ⁽⁵⁾, sur la base des offres déposées, la Commission peut, selon la procédure prévue à l'article 22 du règlement (CE) n° 3072/95, décider de la fixation d'une restitution maximale à l'exportation; que, pour cette fixation, il doit être tenu compte notamment des critères prévus à l'article 13 du règlement (CE) n° 3072/95; que l'adjudication est attribuée à tout soumissionnaire dont l'offre se situe au niveau

de la restitution maximale à l'exportation ou à un niveau inférieur;

considérant que l'application des critères visés ci-avant à la situation actuelle du marché du riz en cause conduit à fixer la restitution maximale à l'exportation au montant repris à l'article 1^{er};

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A à destination de certains pays tiers est fixée sur base des offres déposées du 14 au 17 décembre 1998 à 109,00 écus par tonne dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2564/98.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 329 du 30. 12. 1995, p. 18.

⁽²⁾ JO L 265 du 30. 9. 1998, p. 4.

⁽³⁾ JO L 320 du 28. 11. 1998, p. 43.

⁽⁴⁾ JO L 61 du 7. 3. 1975, p. 25.

⁽⁵⁾ JO L 35 du 15. 2. 1995, p. 8.

RÈGLEMENT (CE) N° 2748/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2565/98

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, portant organisation commune du marché du riz ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2072/98 ⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 3,

considérant que, par le règlement (CE) n° 2565/98 de la Commission ⁽³⁾, une adjudication de la restitution à l'exportation de riz a été ouverte;

considérant que, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 584/75 de la Commission ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 299/95 ⁽⁵⁾, sur la base des offres déposées, la Commission peut, selon la procédure prévue à l'article 22 du règlement (CE) n° 3072/95, décider de la fixation d'une restitution maximale à l'exportation; que, pour cette fixation, il doit être tenu compte notamment des critères prévus à l'article 13 du règlement (CE) n° 3072/95; que l'adjudication est attribuée à tout soumissionnaire dont l'offre se situe au niveau de la restitution maximale à l'exportation ou à un niveau inférieur;

considérant que l'application des critères visés ci-avant à la situation actuelle du marché du riz en cause conduit à fixer la restitution maximale à l'exportation au montant repris à l'article 1^{er};

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains ronds, moyens et longs A à destination de certains pays tiers de l'Europe est fixée sur base des offres déposées du 14 au 17 décembre 1998 à 104,00 écus par tonne dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2565/98.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 329 du 30. 12. 1995, p. 18.

⁽²⁾ JO L 265 du 30. 9. 1998, p. 4.

⁽³⁾ JO L 320 du 28. 11. 1998, p. 46.

⁽⁴⁾ JO L 61 du 7. 3. 1975, p. 25.

⁽⁵⁾ JO L 35 du 15. 2. 1995, p. 8.

RÈGLEMENT (CE) N° 2749/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

fixant la restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains longs dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2566/98

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, portant organisation commune du marché du riz ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CE) n° 2072/98 ⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 3,

considérant que, par le règlement (CE) n° 2566/98 de la Commission ⁽³⁾, une adjudication de la restitution à l'exportation de riz a été ouverte;

considérant que, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 584/75 de la Commission ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 299/95 ⁽⁵⁾, sur la base des offres déposées la Commission peut, selon la procédure prévue à l'article 22 du règlement (CE) n° 3072/95, décider de la fixation d'une restitution maximale à l'exportation; que, pour cette fixation, il doit être tenu compte notamment des critères prévus à l'article 13 du règlement (CE) n° 3072/95; que l'adjudication est attribuée à tout soumissionnaire dont l'offre se situe au niveau de la restitution maximale à l'exportation ou à un niveau inférieur;

considérant que l'application des critères visés ci-dessus à la situation actuelle du marché du riz en cause conduit à fixer la restitution maximale à l'exportation au montant repris à l'article 1^{er};

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La restitution maximale à l'exportation de riz blanchi à grains longs du code NC 1006 30 67 à destination de certains pays tiers est fixée sur base des offres déposées du 14 au 17 décembre 1998 à 293,00 écus par tonne dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2566/98.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 décembre 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 329 du 30. 12. 1995, p. 18.

⁽²⁾ JO L 265 du 30. 9. 1998, p. 4.

⁽³⁾ JO L 320 du 28. 11. 1998, p. 49.

⁽⁴⁾ JO L 61 du 7. 3. 1975, p. 25.

⁽⁵⁾ JO L 35 du 15. 2. 1995, p. 8.

RÈGLEMENT (CE) N° 2750/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

**modifiant le règlement (CEE) n° 1833/92 fixant les montants des aides à la
fourniture des Açores et de Madère en produits céréaliers d'origine
communautaire**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CEE) n° 1600/92 du Conseil, du 15 juin
1992, portant mesures spécifiques concernant certains
produits agricoles en faveur des Açores et de Madère⁽¹⁾,
modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2348/
96⁽²⁾, et notamment son article 10,

considérant que les montants des aides à la fourniture des
Açores et de Madère en produits céréaliers ont été fixés
par le règlement (CEE) n° 1833/92 de la Commission⁽³⁾,
modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2551/
98⁽⁴⁾; que, suite aux changements intervenus dans les
cours et les prix des produits céréaliers dans la partie
européenne de la Communauté et sur le marché mondial,
il y a lieu de fixer à nouveau l'aide à l'approvisionnement
des Açores et de Madère aux montants repris en annexe;
considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97
du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions
relatives à l'euro⁽⁵⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier

1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument
juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux
de 1 EUR pour 1 ECU; que, pour des raisons de clarté, il
est approprié d'utiliser la dénomination «euro» dans le
présent règlement, sachant qu'il est applicable à partir du
1^{er} janvier 1999;

considérant que les mesures prévues au présent règlement
sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 1833/92 modifié est
remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans
tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 173 du 27. 6. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 320 du 11. 12. 1996, p. 1.

⁽³⁾ JO L 185 du 4. 7. 1992, p. 28.

⁽⁴⁾ JO L 320 du 28. 11. 1998, p. 10.

⁽⁵⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CEE)
n° 1833/92 fixant les montants des aides à la fourniture des Açores et de Madère en produits
céréaliers d'origine communautaire

(en EUR par tonne)

Produit (code NC)	Montant de l'aide	
	Destination	
	Açores	Madère
Blé tendre (1001 90 99)	34,00	34,00
Orge (1003 00 90)	59,00	59,00
Maïs (1005 90 00)	52,00	52,00
Blé dur (1001 10 00)	8,00	8,00

RÈGLEMENT (CE) N° 2751/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

modifiant le règlement (CEE) n° 391/92 fixant les montants des aides à la fourniture des départements français d'outre-mer en produits céréaliers d'origine communautaire

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CEE) n° 3763/91 du Conseil, du 16 décembre 1991, portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2598/95⁽²⁾, et notamment son article 2 paragraphe 6,

considérant que les montants des aides à la fourniture des départements français d'outre-mer (DOM) en produits céréaliers ont été fixés par le règlement (CEE) n° 391/92 de la Commission⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2553/98⁽⁴⁾; que, suite aux changements intervenus dans les cours et les prix des produits céréaliers dans la partie européenne de la Communauté et sur le marché mondial, il y a lieu de fixer à nouveau l'aide à l'approvisionnement des DOM aux montants repris en annexe;

considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'euro⁽⁵⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier

1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux de 1 EUR pour 1 ECU; que, pour des raisons de clarté, il est approprié d'utiliser la dénomination «euro» dans le présent règlement, sachant qu'il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1999;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 391/92 modifié est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 356 du 24. 12. 1991, p. 1.

⁽²⁾ JO L 267 du 9. 11. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO L 43 du 19. 2. 1992, p. 23.

⁽⁴⁾ JO L 320 du 28. 11. 1998, p. 14.

⁽⁵⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 391/92 fixant les montants des aides à la fourniture des départements français d'outre-mer en produits céréaliers d'origine communautaire

(en EUR par tonne)

Produit (code NC)	Montant de l'aide			
	Destination			
	Guadeloupe	Martinique	Guyane française	Réunion
Blé tendre (1001 90 99)	37,00	37,00	37,00	40,00
Orge (1003 00 90)	62,00	62,00	62,00	65,00
Maïs (1005 90 00)	55,00	55,00	55,00	58,00
Blé dur (1001 10 00)	12,00	12,00	12,00	16,00

RÈGLEMENT (CE) N° 2752/98 DE LA COMMISSION**du 18 décembre 1998****modifiant le règlement (CEE) n° 1832/92 fixant les montants des aides à la
fourniture des îles Canaries en produits céréaliers d'origine communautaire**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,
vu le règlement (CEE) n° 1601/92 du Conseil, du 15 juin 1992, portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des îles Canaries ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2348/96 ⁽²⁾, et notamment son article 3 paragraphe 4,

considérant que les montants des aides à la fourniture des îles Canaries en produits céréaliers ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1832/92 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2552/98 ⁽⁴⁾; que, suite aux changements intervenus dans les cours et les prix des produits céréaliers dans la partie européenne de la Communauté et sur le marché mondial, il y a lieu de fixer à nouveau l'aide à l'approvisionnement des îles Canaries aux montants repris en annexe;

considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'euro ⁽⁵⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier

1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux de 1 EUR pour 1 ECU; que, pour des raisons de clarté, il est approprié d'utiliser la dénomination «euro» dans le présent règlement, sachant qu'il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1999;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du règlement (CEE) n° 1832/92 modifié est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 173 du 27. 6. 1992, p. 13.

⁽²⁾ JO L 320 du 11. 12. 1996, p. 1.

⁽³⁾ JO L 185 du 4. 7. 1992, p. 26.

⁽⁴⁾ JO L 320 du 28. 11. 1998, p. 12.

⁽⁵⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1998, modifiant le règlement (CEE)
n° 1832/92 fixant les montants des aides à la fourniture des îles Canaries en produits
céréaliers d'origine communautaire

(en EUR par tonne)

Produit (code NC)		Montant de l'aide
Blé tendre	(1001 90 99)	34,00
Orge	(1003 00 90)	59,00
Maïs	(1005 90 00)	52,00
Blé dur	(1001 10 00)	8,00
Avoine	(1004 00 00)	60,00

RÈGLEMENT (CE) N° 2753/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

fixant les restitutions applicables aux produits des secteurs des céréales et du riz livrés dans le cadre d'actions d'aides alimentaires communautaires et nationales

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil, du 30 juin 1992, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission⁽²⁾, et notamment son article 13, paragraphe 2, troisième alinéa,

vu le règlement (CE) n° 3072/95 du Conseil, du 22 décembre 1995, portant organisation commune du marché du riz⁽³⁾, modifié par le règlement (CE) n° 2072/98⁽⁴⁾, et notamment son article 13 paragraphe 3,

considérant que l'article 2 du règlement (CEE) n° 2681/74 du Conseil, du 21 octobre 1974, relatif au financement communautaire des dépenses résultant de la fourniture de produits agricoles au titre de l'aide alimentaire⁽⁵⁾, prévoit que relève du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section «garantie», la partie des dépenses correspondant aux restitutions à l'exportation fixées en la matière conformément aux règles communautaires;

considérant que, pour faciliter l'établissement et la gestion du budget pour les actions communautaires d'aides alimentaires, et afin de permettre aux États membres de connaître le niveau de participation communautaire au financement des actions nationales d'aides alimentaires, il y a lieu de déterminer le niveau des restitutions octroyées pour ces actions;

considérant que les règles générales et les modalités d'application prévues par l'article 13 du règlement (CEE) n° 1766/92 et par l'article 13 du règlement (CE) n° 3072/95 pour les restitutions à l'exportation sont applicables *mutatis mutandis* aux opérations précitées;

considérant que les critères spécifiques à prendre en compte dans le calcul de la restitution à l'exportation pour le riz sont définis à l'article 13 du règlement (CE) n° 3072/95;

considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'euro⁽⁶⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier 1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux de 1 EUR pour 1 ECU; que, pour des raisons de clarté, il est approprié d'utiliser la dénomination «euro» dans le présent règlement, sachant qu'il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1999;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour les actions d'aides alimentaires communautaires et nationales prévues dans le cadre de conventions internationales ou d'autres programmes complémentaires ainsi que d'autres actions communautaires de fourniture gratuite, les restitutions applicables aux produits des secteurs des céréales et du riz sont fixées conformément à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.

⁽³⁾ JO L 329 du 30. 12. 1995, p. 18.

⁽⁴⁾ JO L 265 du 30. 9. 1998, p. 4.

⁽⁵⁾ JO L 288 du 25. 10. 1974, p. 1.

⁽⁶⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 18 décembre 1998, fixant les restitutions applicables aux produits des secteurs des céréales et du riz livrés dans le cadre d'actions d'aides alimentaires communautaires et nationales

(en EUR/t)

Code produit	Montant des restitutions
1001 10 00 9400	0,00
1001 90 99 9000	31,00
1002 00 00 9000	70,00
1003 00 90 9000	56,00
1004 00 00 9400	57,00
1005 90 00 9000	49,00
1006 30 92 9100	142,00
1006 30 92 9900	142,00
1006 30 94 9100	142,00
1006 30 94 9900	142,00
1006 30 96 9100	142,00
1006 30 96 9900	142,00
1006 30 98 9100	142,00
1006 30 98 9900	142,00
1006 30 65 9900	142,00
1006 40 00 9000	—
1007 00 90 9000	49,00
1101 00 15 9100	42,50
1101 00 15 9130	42,50
1102 20 10 9200	77,66
1102 20 10 9400	66,56
1102 30 00 9000	—
1102 90 10 9100	73,35
1103 11 10 9200	21,00
1103 11 90 9200	21,00
1103 13 10 9100	99,85
1103 14 00 9000	—
1104 12 90 9100	86,56
1104 21 50 9100	97,80

NB: Les codes produits, ainsi que les renvois en bas de page, sont définis au règlement (CEE) n° 3846/87 de la Commission (JO L 366 du 24. 12. 1987, p. 1), modifié.

RÈGLEMENT (CE) N° 2754/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

modifiant le règlement (CE) n° 1772/96 portant modalités d'application des mesures spécifiques pour l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en ce qui concerne les semences de pommes de terre

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

vu le traité instituant la Communauté européenne,

Article premier

vu le règlement (CEE) n° 3763/91 du Conseil du 16 décembre 1991 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2598/95⁽²⁾, et notamment son article 2, paragraphe 6,

Le règlement (CE) n° 1772/96 de la Commission est modifié comme suit.

1) L'article 1^{er} est remplacé par le texte suivant:

considérant que, en application de l'article 2 du règlement (CEE) n° 3763/91, le règlement (CE) n° 1772/96 de la Commission⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1395/98⁽⁴⁾, a fixé la quantité du bilan prévisionnel d'approvisionnement des départements français d'outre-mer en semences de pommes de terre et le montant de l'aide pour les produits provenant du reste de la Communauté pour le deuxième semestre de 1998; qu'il y a lieu de fixer le bilan prévisionnel d'approvisionnement pour l'année civile 1999; que ce bilan doit être établi en fonction des besoins;

«Article premier

Pour l'application de l'article 2 du règlement (CEE) n° 3763/91, la quantité du bilan prévisionnel d'approvisionnement en semences de pommes de terre relevant du code NC 0701 10 00 qui bénéficie de l'exonération du droit de douane à l'importation dans les départements français d'outre-mer ou de l'aide communautaire pour les produits en provenance du reste de la Communauté est fixée à 750 tonnes pour l'année civile 1999. Cette quantité est répartie conformément à l'annexe.

considérant que, pour l'application de l'article 2, paragraphe 4, du règlement (CEE) n° 3763/91, il y a lieu de fixer le montant des aides relatives à l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en pommes de terre de semence en provenance du reste de la Communauté, de façon à assurer que cet approvisionnement se réalise à des conditions équivalent, pour l'utilisateur final, à l'avantage résultant de l'exonération des droits de douane à l'importation pour les pommes de terre de semence des pays tiers; que ces aides doivent être fixées en prenant en considération notamment les coûts d'approvisionnement à partir du marché mondial;

Les autorités françaises peuvent modifier cette répartition, dans la limite de la quantité globale fixée. En pareil cas, elles informent la Commission de cette modification.»

2) L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

«Article 2

Pour l'application de l'article 2 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 3763/91, une aide pour l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en semences de pommes de terre provenant du reste de la Communauté est fixée à 4,830 EUR par 100 kilogrammes pour les produits à destination de la Guadeloupe et à 5,430 EUR par 100 kilogrammes pour les produits à destination de la Réunion, dans le cadre du bilan prévisionnel.»

considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'euro⁽⁵⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier 1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux de 1 EUR pour 1 ECU; que, pour des raisons de clarté, il est approprié d'utiliser la dénomination «euro» dans le présent règlement, sachant qu'il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1999;

3) L'annexe est remplacée par l'annexe du présent règlement.

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des semences,

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1999.

⁽¹⁾ JO L 356 du 24. 12. 1991, p. 1.

⁽²⁾ JO L 267 du 9. 11. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO L 232 du 13. 9. 1996, p. 13.

⁽⁴⁾ JO L 187 du 1. 7. 1998, p. 39.

⁽⁵⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANNEXE

«*ANNEXE*

(en tonnes)

Semence de pommes de terre du code NC 0701 10 00	
Guadeloupe	50
Réunion	700»

RÈGLEMENT (CE) N° 2755/98 DE LA COMMISSION**du 18 décembre 1998****portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en produits du secteur des viandes ovine et caprine pour l'année 1999**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3763/91 du Conseil du 16 décembre 1991 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des départements français d'outre-mer⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2598/95⁽²⁾, et notamment son article 4, paragraphe 5,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil du 28 décembre 1992 relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95⁽⁴⁾, et notamment son article 12,

considérant que, en application de l'article 4 du règlement (CEE) n° 3763/91, il y a lieu de déterminer, pour le secteur des viandes ovine et caprine et par période annuelle d'application, le nombre des reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté qui bénéficient d'une aide en vue du développement du potentiel de production des départements français d'outre-mer;

considérant qu'il convient de fixer les montants des aides précitées pour l'approvisionnement des départements français d'outre-mer en reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires du reste de la Communauté; que ces aides doivent être fixées en prenant en considération notamment les coûts d'approvisionnement à partir du marché communautaire et les conditions résultant de la situation géographique des départements français d'outre-mer;

considérant que des besoins particuliers en approvisionnement des départements français d'outre-mer en animaux reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine peuvent apparaître au cours des différentes campagnes de commercialisation; qu'il y a lieu, dès lors, d'accorder aux autorités françaises une certaine souplesse dans la gestion en permettant de délivrer des certificats d'aide pour des animaux destinés à certains départements d'outre-mer en sus des quantités maximales disponibles pour les départements d'outre-mer pourvu que la quantité maximale disponible pour les quatre départements d'outre-mer, tant pour les animaux mâles que pour les animaux femelles, soit respectée; que, afin de bien tenir compte pour les campagnes successives de ces besoins particuliers, il y a lieu que les autorités françaises commu-

niquent à la Commission les cas dans lesquels les certificats ont été délivrés faisant usage de ce pouvoir;

considérant que les modalités communes d'application du régime d'approvisionnement des départements français d'outre-mer en certains produits agricoles ont été établies par le règlement (CEE) n° 131/92 de la Commission⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1736/96⁽⁶⁾; qu'il convient d'arrêter les modalités complémentaires adaptées aux pratiques commerciales en vigueur dans le secteur des viandes ovine et caprine en ce qui concerne notamment la durée de validité des certificats d'aide et le montant des garanties cautionnant le respect des obligations des opérateurs;

considérant que, en vue d'une bonne gestion administrative du régime d'approvisionnement, il convient de prévoir un calendrier de dépôt des demandes de certificats et un délai de réflexion pour la délivrance de ces derniers;

considérant que, pour mieux s'adapter dans la gestion des aides aux besoins des départements d'outre-mer, il y a lieu de procéder à une fixation annuelle, par année civile, des montants des aides et des quantités pouvant faire l'objet de celles-ci;

considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'euro⁽⁷⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier 1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux de 1 EUR pour 1 ECU; que, pour des raisons de clarté, il est approprié d'utiliser la dénomination «euro» dans le présent règlement, sachant qu'il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1999;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des ovins et caprins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'aide prévue à l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 3763/91 pour la fourniture aux départements français d'outre-mer de reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté ainsi que le nombre d'animaux pour lesquels cette aide est octroyée sont fixés à l'annexe du présent règlement.

⁽¹⁾ JO L 356 du 24. 12. 1991, p. 1.

⁽²⁾ JO L 267 du 9. 11. 1995, p. 1.

⁽³⁾ JO L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 15 du 22. 1. 1992, p. 13.

⁽⁶⁾ JO L 225 du 6. 9. 1996, p. 3.

⁽⁷⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

Article 2

Les dispositions du règlement (CEE) n° 131/92 sont applicables à l'exception de son article 3, paragraphe 4.

Article 3

La France désigne l'autorité compétente pour:

- a) la délivrance du certificat d'aide prévu par l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 131/92;
- b) le paiement de l'aide aux opérateurs concernés.

Article 4

1. Les demandes de certificats sont présentées auprès de l'autorité compétente dans les cinq premiers jours ouvrables de chaque mois. Une demande de certificat n'est recevable que si:

- a) elle ne porte pas sur une quantité d'animaux supérieure à la quantité maximale disponible publiée par la France avant l'ouverture du délai pour la présentation des demandes;
- b) avant l'expiration du délai prévu pour la présentation des demandes de certificats, la preuve a été apportée que l'intéressé a constitué une garantie de 40 EUR par animal.

2. Toutefois, l'autorité compétente peut, pour faire face à des besoins particuliers apparaissant dans la gestion de l'aide, délivrer des certificats d'aide pour un nombre d'animaux supérieur à la quantité maximale disponible pour

chaque département d'outre-mer, sans que le nombre global d'animaux bénéficiant de l'aide dans les quatre départements d'outre-mer puisse être dépassé; cette faculté s'applique séparément pour les animaux mâles et pour les animaux femelles.

La France communique à la Commission les cas dans lesquels elle délivre les certificats conformément au premier alinéa.

3. Les certificats d'aide sont délivrés au plus tard le dixième jour ouvrable de chaque mois.

Article 5

La durée de validité des certificats d'aide est de trois mois.

Article 6

Le paiement de l'aide prévue à l'article 1^{er} est opéré pour les quantités effectivement fournies.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE

PARTIE 1

Fourniture à la Guyane de reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté pour l'année de calendrier 1999

(en euros par tête)

Code NC	Désignation des marchandises	Nombre d'animaux à fournir	Aide
0104 10 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce ovine (!):		
	— animaux mâles	8	530
	— animaux femelles	8	205
0104 20 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce caprine (!):		
	— animaux mâles	2	530
	— animaux femelles	14	205

PARTIE 2

Fourniture à la Martinique de reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté pour l'année de calendrier 1999

(en euros par tête)

Code NC	Désignation des marchandises	Nombre d'animaux à fournir	Aide
0104 10 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce ovine (!):		
	— animaux mâles	2	530
	— animaux femelles	5	205
0104 20 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce caprine (!):		
	— animaux mâles	3	530
	— animaux femelles	5	205

(!) L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions prévues par la directive 89/361/CEE du Conseil du 30 mai 1989 concernant les animaux des espèces ovine et caprine reproducteurs de race pure (JO L 153 du 6. 6. 1989, p. 30).

PARTIE 3

Fourniture à la Réunion de reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté pour l'année de calendrier 1999

(en euros par tête)

Code NC	Désignation des marchandises	Nombre d'animaux à fournir	Aide
0104 10 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce ovine (!):		
	— animaux mâles	15	530
	— animaux femelles	48	205
0104 20 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce caprine (!):		
	— animaux mâles	13	530
	— animaux femelles	297	205

PARTIE 4

Fourniture à la Guadeloupe de reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté pour l'année de calendrier 1999

(en euros par tête)

Code NC	Désignation des marchandises	Nombre d'animaux à fournir	Aide
0104 20 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce caprine (!):		
	— animaux mâles	2	530
	— animaux femelles	2	205

(!) L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions prévues par la directive 89/361/CEE du Conseil du 30 mai 1989 concernant les animaux des espèces ovine et caprine reproducteurs de race pure (JO L 153 du 6. 6. 1989, p. 30).

RÈGLEMENT (CE) N° 2756/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

portant ouverture de contingents tarifaires communautaires au titre de 1999 pour les animaux vivants des espèces ovine et caprine et pour la viande des animaux des espèces ovine et caprine relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80, 0104 20 10, 0104 20 90 et 0204, et portant dérogation au règlement (CE) n° 1439/95 établissant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 2467/98 du Conseil en ce qui concerne l'importation et l'exportation de produits du secteur des viandes ovine et caprine

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3066/95 du Conseil du 22 décembre 1995 établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant une adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues par les accords européens afin de tenir compte de l'accord sur l'agriculture conclu dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2435/98⁽²⁾, et notamment son article 8,

vu le règlement (CEE) n° 2467/98 du Conseil du 3 novembre 1998 portant organisation commune des marchés dans le secteur des viandes ovine et caprine⁽³⁾, et notamment son article 17 paragraphe 1,

vu le règlement (CE) n° 3491/93 du Conseil du 13 décembre 1993 relatif à certaines modalités d'application de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Hongrie, d'autre part⁽⁴⁾, et notamment son article 1^{er},

vu le règlement (CE) n° 3492/93 du Conseil du 13 décembre 1993 relatif à certaines modalités d'application de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Pologne, d'autre part⁽⁵⁾, et notamment son article 1^{er},

vu le règlement (CE) n° 3296/94 du Conseil du 19 décembre 1994 relatif à certaines modalités d'application de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République tchèque, d'autre part⁽⁶⁾, et notamment son article 1^{er},

vu le règlement (CE) n° 3297/94 du Conseil du 19 décembre 1994 relatif à certaines modalités d'application de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une

part, et la République slovaque, d'autre part⁽⁷⁾, et notamment son article 1^{er},

vu le règlement (CE) n° 3382/94 du Conseil du 19 décembre 1994 relatif à certaines modalités d'application de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part⁽⁸⁾, et notamment son article 1^{er},

vu le règlement (CE) n° 3383/94 du Conseil du 19 décembre 1994 relatif à certaines modalités d'application de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la république de Bulgarie, d'autre part⁽⁹⁾, et notamment son article 1^{er},

vu le règlement (CE) n° 1926/96 du Conseil du 7 octobre 1996 établissant certaines concessions sous forme de contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles et prévoyant l'adaptation autonome et transitoire de certaines concessions agricoles prévues par les accords sur la libéralisation des échanges et l'institution des mesures d'accompagnement avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, afin de tenir compte de l'accord sur l'agriculture conclu dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay⁽¹⁰⁾, et notamment son article 5,

considérant que, conformément à l'accord sur l'agriculture conclu dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay⁽¹¹⁾, la Communauté s'est engagée à ouvrir un contingent tarifaire non spécifique par pays; que les accords européens conclus entre la Communauté et les pays de l'Europe centrale accordent un accès préférentiel supplémentaire au marché communautaire;

considérant, toutefois, que la Communauté a établi un contingent tarifaire pour les importations de viandes ovine et caprine en provenance de l'Estonie, de la Lettonie et de la Lituanie, selon les dispositions du règlement (CEE) n° 1926/96;

⁽¹⁾ JO L 328 du 30. 12. 1995, p. 31.

⁽²⁾ JO L 303 du 13. 11. 1998, p. 1.

⁽³⁾ JO L 312 du 20. 11. 1998, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 319 du 21. 12. 1993, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 319 du 21. 12. 1993, p. 4.

⁽⁶⁾ JO L 341 du 30. 12. 1994, p. 14.

⁽⁷⁾ JO L 341 du 30. 12. 1994, p. 17.

⁽⁸⁾ JO L 368 du 31. 12. 1994, p. 1.

⁽⁹⁾ JO L 368 du 31. 12. 1994, p. 5.

⁽¹⁰⁾ JO L 254 du 8. 10. 1996, p. 1.

⁽¹¹⁾ JO L 336 du 23. 12. 1994, p. 22.

considérant que ces contingents tarifaires doivent être ouverts par la Commission pour 1999 et gérés conformément aux règles fixées par le règlement (CE) n° 1439/95 de la Commission ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1764/98 ⁽²⁾;

considérant qu'il est nécessaire de fixer un équivalent-poids carcasse afin d'assurer un bon fonctionnement des contingents tarifaires; que, par ailleurs, certains contingents tarifaires prévoient le choix entre l'importation sous la forme d'animaux vivants et l'importation sous la forme de viande; qu'un facteur de conversion est par conséquent nécessaire;

considérant que le règlement (CE) n° 3066/95 a prévu, à titre autonome et transitoire, en particulier une réduction du droit et l'augmentation de certains contingents pour les importations à partir des pays associés de l'Europe de l'Est; qu'il prévoit aussi l'importation de caprins reproducteurs de race pure relevant du code NC 0104 20 10 dans le cadre des contingents tarifaires pour la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Bulgarie; qu'il est de ce fait nécessaire de déroger, au titre de l'année 1999, à certaines modalités d'application fixées par le règlement (CE) n° 1439/95;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des viandes ovine et caprine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le présent règlement ouvre des contingents tarifaires communautaires dans le secteur des viandes ovine et caprine et prévoit certaines dérogations au règlement (CE) n° 1439/95 pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999.

Article 2

Les droits de douane applicables aux importations dans la Communauté d'animaux vivants des espèces ovine ou caprine, de viande des animaux des espèces ovine ou caprine relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80, 0104 20 90 et 0204, originaires des pays mentionnés dans les annexes, ainsi que de caprins reproducteurs de race pure relevant du code NC 0104 20 10 pour la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Bulgarie, sont suspendus ou réduits au cours de la période fixée, et ce aux niveaux et dans les limites des contingents tarifaires fixés par le présent règlement.

Article 3

1. Les quantités de viande exprimées en équivalent-poids carcasse relevant du code NC 0204, pour lesquelles le droit de douane applicable aux importations originaires de pays fournisseurs spécifiques est suspendu au titre de la

période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999 sont fixées à l'annexe I.

2. Les quantités d'animaux vivants et de viande exprimées en équivalent-poids carcasse, relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80, 0104 20 90 et 0204 et, en outre, pour la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Bulgarie, relevant du code NC 0104 20 10, pour lesquelles le droit de douane applicable aux importations originaires de pays fournisseurs spécifiques est réduit à zéro pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999 sont fixées à l'annexe II.

3. Les quantités d'animaux vivants, exprimées en poids vif, relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80 et 0104 20 90, pour lesquelles le droit de douane applicable aux importations originaires de pays fournisseurs spécifiques est réduit à 10 % ad valorem pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999 sont fixées à l'annexe III.

4. Les quantités d'animaux vivants exprimées en poids vif, relevant des codes NC 0104 10 30, 0104 10 80 et 0104 20 90, pour lesquelles le droit de douane applicable aux importations, est réduit à 10 % ad valorem pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999 sont fixées à l'annexe IV partie A.

5. Les quantités de viande exprimées en équivalent-poids carcasse, relevant du code NC 0204, pour lesquelles le droit de douane applicable aux importations est suspendu pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999 sont fixées à l'annexe IV partie B.

Article 4

1. Les contingents tarifaires visés à l'article 3, paragraphes 1 à 3 sont gérés selon les règles fixées au titre II A du règlement (CE) n° 1439/95.

2. Les contingents tarifaires visés à l'article 3, paragraphes 4 et 5 sont gérés selon les règles fixées au titre II B du règlement (CE) n° 1439/95.

Article 5

1. Par l'expression «équivalent-poids carcasse» visée à l'article 3, il faut entendre le poids de la viande non désossée présentée en tant que telle ainsi que de la viande désossée convertie, au moyen d'un coefficient, en poids non désossé. À cet égard, 55 kilogrammes de viande désossée de mouton ou de caprin autre que de chevreau correspondent à 100 kilogrammes de viande non désossée de mouton ou de caprin autre que de chevreau, tandis que 60 kilogrammes de viande désossée d'agneau ou de chevreau correspondent à 100 kilogrammes de viande non désossée d'agneau ou de chevreau.

2. Lorsque les accords d'association entre la Communauté et certains pays fournisseurs prévoient la possibilité d'autoriser des importations tant sous forme d'animaux vivants que sous forme de viande, il convient de considérer que 100 kilogrammes d'animaux vivants sont équivalents à 47 kilogrammes de viande.

⁽¹⁾ JO L 143 du 27. 6. 1995, p. 7.

⁽²⁾ JO L 223 du 11. 8. 1998, p. 4.

Article 6

Les dérogations au règlement (CE) n° 1439/95 sont les suivantes.

1) Le titre II, partie A s'applique mutadis mutandis aux importations de produits relevant du code NC 0104 20 10 pour la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Bulgarie.

2) À l'article 14, paragraphe 1, le membre de phrase suivant est introduit après «0104 20 90»: «et pour la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Bulgarie relevant du code NC 0104 20 10».

3) L'article 14, paragraphe 4 est remplacé par le texte suivant:

«4. Les certificats d'importation délivrés pour les quantités visées à l'annexe II du règlement (CE) n° 1440/95 et dans les règlements ultérieurs relatifs aux contingents tarifaires annuels comportent, dans la case n° 24, au moins une des mentions suivantes:

- Derecho limitado a 0 [aplicación del Anexo II del Reglamento (CE) n° 1440/95 y de posteriores Reglamentos por los que se establecen contingentes arancelarios anuales]
- Told nedsat til 0 (jf. bilag II til forordning (EF) nr. 1440/95 og efterfølgende forordninger om årlige toldkontingenter)
- Beschränkung des Zollsatzes auf Null (Anwendung von Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 1440/95 und der späteren jährlichen Verordnungen über die Zollkontingente)

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

- Δασμός περιοριζόμενος στο μηδέν [εφαρμογή του παραρτήματος II του κανονισμού (ΕΚ) αριθ. 1440/95 και των μεταγενέστερων κανονισμών σχετικά με την ετήσια δασμολογική ποσόστωση]
- Duty limited to zero (application of Annex II of Regulation (EC) No 1440/95 and subsequent annual tariff quota regulations)
- Droit de douane nul [application de l'annexe II du règlement (CE) n° 1440/95 et des règlements ultérieurs sur les contingents tarifaires]
- Dazio limitato a zero [applicazione dell'allegato II del regolamento (CE) n. 1440/95 e dei successivi regolamenti relativi ai contingenti tariffari annuali]
- Invoerrecht beperkt tot nul (toepassing van bijlage II bij Verordening (EG) nr. 1440/95 en van de latere verordeningen tot vaststelling van de jaarlijkse tariefcontingenten)
- Direito limitado a zero [aplicação do anexo II do Regulamento (CE) n° 1440/95 e regulamentos subsequentes relativos aos contingentes pautais anuais]
- Tulli rajoitettu 0 prosenttiin [asetuksen (EY) N:o 1440/95 liitteen II ja sen jälkeen annettujen vuotuisia tariffikiintiöitä koskevien asetusten soveltaminen]
- Tull begränsad till noll procent (tillämpning av bilaga II i förordning (EG) nr 1440/95 i senare förordningar om årliga tullkvoter).

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE I

QUANTITÉS POUR 1999 VISÉES À L'ARTICLE 3, PARAGRAPHE 1

Numéro d'ordre 09.4033

Viandes ovine et caprine (en tonnes équivalent-poids carcasse) à taux de droits nul

(en tonnes)

Argentine	23 000
Australie	18 650
Chili	3 000
Nouvelle-Zélande	226 700
Uruguay	5 800
Islande	1 350
Bosnie-Herzégovine	850
Croatie	450
Slovénie	50
Ancienne république yougoslave de Macédoine	1 750

ANNEXE II

QUANTITÉS POUR 1999 VISÉES À L'ARTICLE 3, PARAGRAPHE 2

(en tonnes équivalent-poids carcasse)

Taux de droits nul

(en tonnes)

	Animaux vivants	Viande	Animaux vivants et/ou viande
Pologne	—	—	9 200 ⁽²⁾
Roumanie ⁽¹⁾	2 245 ⁽²⁾	352,5 ⁽³⁾	—
Hongrie	—	—	13 967,5 ⁽²⁾
Bulgarie	—	—	5 469 ⁽²⁾
République tchèque	—	—	2 075 ⁽²⁾
Slovaquie	—	—	4 150 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Possibilité, pour des quantités limitées, de conversion animaux vivants/viande.⁽²⁾ Numéro d'ordre: 09.4575.⁽³⁾ Numéro d'ordre: 09.4576.

*ANNEXE III***QUANTITÉS POUR 1999 VISÉES À L'ARTICLE 3, PARAGRAPHE 3***Numéro d'ordre 09.4035***Animaux vivants de l'espèce ovine et caprine (en tonnes de poids vif) — Taux de droits 10 %**

Ancienne république yougoslave de Macédoine 215 tonnes

*ANNEXE IV***A. QUANTITÉS POUR 1999 VISÉES À L'ARTICLE 3, PARAGRAPHE 4***Numéro d'ordre 09.4036***Animaux vivants de l'espèce ovine et caprine (en tonnes de poids vif); taux de droits 10 %**

Divers: 105 tonnes

B. QUANTITÉS POUR 1999 VISÉES À L'ARTICLE 3, PARAGRAPHE 5*Numéro d'ordre 09.4037***Viande d'ovins et de caprins (en tonnes équivalent-poids carcasse); taux de droits nul**

Divers: 637,5 tonnes

(dont Groenland 100 tonnes, îles Féroé 20 tonnes, Estonie, Lettonie et Lituanie 117,5 tonnes et Turquie 200 tonnes)

RÈGLEMENT (CE) N° 2757/98 DE LA COMMISSION**du 18 décembre 1998****portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement des Açores et de Madère en produits du secteur des viandes ovine et caprine pour l'année 1999**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1600/92 du Conseil du 15 juin 1992 portant mesures spécifiques concernant certains produits agricoles en faveur des Açores et de Madère⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 562/98 de la Commission⁽²⁾, et notamment son article 10,

vu le règlement (CEE) n° 3813/92 du Conseil du 28 décembre 1992 relatif à l'unité de compte et aux taux de conversion à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 150/95⁽⁴⁾, et notamment son article 12,

considérant que, en application de l'article 4 du règlement (CEE) n° 1600/92, il y a lieu de déterminer, pour le secteur des viandes ovine et caprine et par période annuelle d'application, le nombre des reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté qui bénéficient d'une aide en vue du développement du potentiel de production des Açores et de Madère;

considérant qu'il convient de fixer les montants des aides précitées pour l'approvisionnement des Açores et de Madère en reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires du reste de la Communauté; que ces aides doivent être fixées en prenant en considération notamment les coûts d'approvisionnement à partir du marché communautaire et les conditions résultant de la situation géographique des Açores et de Madère;

considérant que les modalités communes d'application du régime d'approvisionnement des Açores et de Madère en certains produits agricoles ont été établies par le règlement (CEE) n° 1696/92 de la Commission⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2596/93⁽⁶⁾; qu'il convient d'arrêter les modalités complémentaires adaptées aux pratiques commerciales en vigueur dans le secteur des viandes ovine et caprine en ce qui concerne notamment la durée de validité des certificats d'aide et le montant des garanties cautionnant le respect des obligations des opérateurs;

considérant que, en vue d'une bonne gestion administrative de régime d'approvisionnement, il convient de prévoir un calendrier de dépôt des demandes de certificats et un délai de réflexion pour la délivrance de ces derniers;

considérant que, pour mieux s'adapter dans la gestion des aides aux besoins des Açores et de Madère, il y a lieu de procéder à une fixation annuelle, et par année civile, des montants des aides et des quantités pouvant faire l'objet de celles-ci;

considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'euro⁽⁷⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier 1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux de 1 EUR pour 1 ECU; que, pour des raisons de clarté, il est approprié d'utiliser la dénomination «euro» dans le présent règlement, sachant qu'il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1999;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des viandes ovine et caprine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'aide prévue à l'article 4, paragraphe 1, point c), du règlement (CEE) n° 1600/92 pour la fourniture aux Açores et Madère des reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté ainsi que le nombre d'animaux, pour lesquels cette aide est octroyée, sont fixés à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Les dispositions du règlement (CEE) n° 1696/92 sont applicables à l'exception de son article 4, paragraphe 5.

Article 3

Le Portugal désigne l'autorité compétente pour:

- a) la délivrance du «certificat aide» prévu par l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 1696/92;
- b) le paiement de l'aide aux opérateurs concernés.

⁽¹⁾ JO L 173 du 27. 6. 1992, p. 1.

⁽²⁾ JO L 76 du 13. 3. 1998, p. 6.

⁽³⁾ JO L 387 du 31. 12. 1992, p. 1.

⁽⁴⁾ JO L 22 du 31. 1. 1995, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 179 du 1. 7. 1992, p. 6.

⁽⁶⁾ JO L 238 du 23. 9. 1993, p. 24.

⁽⁷⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

Article 4

1. Les demandes de certificats sont présentées auprès de l'autorité compétente dans les cinq premiers jours ouvrables de chaque mois. Une demande de certificat n'est recevable que si:

- a) elle ne porte pas sur une quantité d'animaux supérieure à la quantité maximale disponible publiée par le Portugal avant l'ouverture du délai pour la présentation des demandes;
- b) avant l'expiration du délai prévu pour la présentation des demandes de certificats, la preuve a été apportée que l'intéressé a constitué une garantie de 40 EUR par animal.

2. Les certificats d'aide sont délivrés au plus tard le dixième jour ouvrable de chaque mois.

Article 5

La durée de validité des certificats d'aide est de trois mois.

Article 6

Le paiement de l'aide prévue à l'article 1^{er} est opéré pour les quantités effectivement fournies.

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable du 1^{er} janvier au 31 décembre 1999.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

ANNEXE

PARTIE 1

Fourniture aux Açores des reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté pour l'année de calendrier 1999

Code NC	Désignation des marchandises	Nombre d'animaux à fournir	Aide (en euros par tête)
0104 10 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce ovine ⁽¹⁾ :		
	— Animaux mâles	100	380
	— Animaux femelles	2 500	110
0104 20 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce caprine:		
	— Animaux mâles		
	— Animaux femelles		

⁽¹⁾ L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions prévues par la directive 89/361/CEE du Conseil du 30 mai 1989 concernant les animaux des espèces ovine et caprine reproducteurs de race pure (JO L 153 du 6. 6. 1989, p. 30).

PARTIE 2

Fourniture à Madère des reproducteurs de race pure des espèces ovine et caprine originaires de la Communauté pour l'année de calendrier 1999

Code NC	Désignation des marchandises	Nombre d'animaux à fournir	Aide (en euros par tête)
0104 10 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce ovine ⁽¹⁾ :		
	— Animaux mâles	15	380
	— Animaux femelles	150	110
0104 20 10	Reproducteurs de race pure de l'espèce caprine:		
	— Animaux mâles	5	380
	— Animaux femelles	50	110

⁽¹⁾ L'admission dans cette sous-position est subordonnée aux conditions prévues par la directive 89/361/CEE du Conseil du 30 mai 1989 concernant les animaux des espèces ovine et caprine reproducteurs de race pure (JO L 153 du 6. 6. 1989, p. 30).

RÈGLEMENT (CE) N° 2758/98 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1998

modifiant le règlement (CE) n° 1667/98 et portant à 333 224 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation d'orge détenu par l'organisme d'intervention suédois

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil du 30 juin 1992 portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 923/96 de la Commission⁽²⁾, et notamment son article 5,

considérant que le règlement (CEE) n° 2131/93 de la Commission⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2193/96⁽⁴⁾, fixe les procédures et les conditions de la mise en vente des céréales détenues par les organismes d'intervention;

considérant que le règlement (CE) n° 1667/98 de la Commission⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2590/98⁽⁶⁾, a ouvert une adjudication permanente pour l'exportation de 189 714 tonnes d'orge détenues par l'organisme d'intervention suédois; que la Suède a informé la Commission de l'intention de son organisme d'intervention de procéder à une augmentation de 143 510 tonnes de la quantité mise en adjudication en vue de l'exportation; qu'il convient de porter à 333 224 tonnes la quantité globale mise en adjudication permanente pour l'exportation d'orge détenu par l'organisme d'intervention suédois;

considérant que, compte tenu de l'augmentation des quantités mises en adjudication, il apparaît nécessaire d'apporter les modifications dans la liste des régions et

des quantités stockées; qu'il convient donc, notamment, de modifier l'annexe I du règlement (CE) n° 1667/98;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des céréales,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le règlement (CE) n° 1667/98 est modifié comme suit.

1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

«Article 2

1. L'adjudication porte sur une quantité maximale de 333 224 tonnes d'orge à exporter vers tous les pays tiers à l'exception des États-Unis d'Amérique, du Canada et du Mexique.

2. Les régions dans lesquelles les 333 224 tonnes d'orge sont stockées sont mentionnées à l'annexe I.»

2) L'annexe I est remplacée par l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 181 du 1. 7. 1992, p. 21.

⁽²⁾ JO L 126 du 24. 5. 1996, p. 37.

⁽³⁾ JO L 191 du 31. 7. 1993, p. 76.

⁽⁴⁾ JO L 293 du 16. 11. 1996, p. 1.

⁽⁵⁾ JO L 211 du 29. 7. 1998, p. 17.

⁽⁶⁾ JO L 324 du 2. 12. 1998, p. 23.

ANNEXE

«ANNEXE I

(en tonnes)

Lieu de stockage	Quantités
Stallarholmen	2 062
Motala	2 807
Rök	4 994
Gamleby	2 835
Ättersta	7 584
Broddbo 1	5 997
Velanda	7 645
Hova	12 981
Brännarp	2 624
Helsingborg	37 526
Djurön	39 504
Söråker	13 053
Gävle	10 847
Kalmar	15 738
Halmstad (Engströms)	4 659
Ormesta	5 077
Ervalla	934
Hästholmen	5 089
Vimmerby	3 997
Gistad	3 761
Broddbo 2	6 076
Falun	878
Fammarp	19 046
Funbo-Lövsta	6 579
Gullspång	2 391
Gårdsjö	2 565
Karlshamn	42 356
Laholm	2 737
Mariestad	1 956
Moraby	1 637
Norrtälje	10 014
Otterbäcken	7 210
Signestorp	2 672
Skivarp	9 415
Stavreviken	1 479
Värnamo	5 742
Tjustorp	9 879
Österbybruk	10 878*

RÈGLEMENT (CE) N° 2759/98 DE LA COMMISSION

du 18 décembre 1998

relatif à la vente, à prix fixé forfaitairement à l'avance, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention en vue de leur transformation dans la Communauté et abrogeant le règlement (CE) n° 2144/98

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1633/98 ⁽²⁾, et notamment son article 7, paragraphe 3,

considérant que l'application des mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine a conduit à la création de stocks dans plusieurs États membres; que, pour éviter une prolongation excessive du stockage, il y a lieu de mettre une partie de ces stocks en vente en vue de leur transformation dans la Communauté;

considérant qu'il convient de soumettre cette vente aux règles fixées par les règlements de la Commission (CEE) n° 2173/79 ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95 ⁽⁴⁾, (CEE) n° 3002/92 ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 770/96 ⁽⁶⁾, et (CEE) n° 2182/77 ⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95, sous réserve de certaines exceptions particulières en raison de l'utilisation spéciale à laquelle les produits en question sont soumis;

considérant que, en vue d'assurer une vente régulière et permanente, il y a lieu d'appliquer notamment les dispositions prévues au titre I du règlement (CEE) n° 2173/79;

considérant que, afin d'assurer une gestion économique des stocks, il est nécessaire de prévoir que les organismes d'intervention vendent en priorité les viandes dont la durée de stockage est la plus longue;

considérant qu'il convient de déroger à l'article 2, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement (CEE) n° 2173/79, compte tenu des difficultés administratives que l'application de cette règle soulève dans certains États membres;

considérant que, en vue d'assurer le meilleur contrôle pour garantir la destination de la viande bovine d'intervention, il convient de prévoir, outre les mesures prévues

au règlement (CEE) n° 3002/92, des mesures de contrôle basées sur des vérifications physiques des quantités et des qualités;

considérant que le règlement (CE) n° 2144/98 de la Commission ⁽⁸⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2511/98 ⁽⁹⁾, devrait être abrogé;

considérant que l'article 2 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro ⁽¹⁰⁾, dispose que, à partir du 1^{er} janvier 1999, toute référence à l'écu figurant dans un instrument juridique est remplacée par une référence à l'euro au taux de 1 EUR pour 1 ECU;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Il est procédé à la vente, en vue de leur transformation dans la Communauté, des produits d'intervention achetés conformément à l'article 6 du règlement (CEE) n° 805/68 d'environ:

- 34 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention néerlandais,
- 400 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention portugais,
- 1 000 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention autrichien,
- 500 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention danois,
- 1 000 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention français,
- 500 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention italien,
- 1 000 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention espagnol,

⁽¹⁾ JO L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO L 210 du 28. 7. 1997, p. 17.

⁽³⁾ JO L 251 du 5. 10. 1979, p. 12.

⁽⁴⁾ JO L 248 du 14. 10. 1995, p. 39.

⁽⁵⁾ JO L 301 du 17. 10. 1992, p. 17.

⁽⁶⁾ JO L 104 du 27. 4. 1996, p. 13.

⁽⁷⁾ JO L 251 du 1. 10. 1977, p. 60.

⁽⁸⁾ JO L 270 du 7. 10. 1998, p. 31.

⁽⁹⁾ JO L 313 du 21. 11. 1998, p. 12.

⁽¹⁰⁾ JO L 162 du 19. 6. 1997, p. 1.

- 380 tonnes de quartiers avant non désossés, détenues par l'organisme d'intervention irlandais,
- 5 000 tonnes de viandes bovines désossées, détenues par l'organisme d'intervention irlandais,
- 30 tonnes de viandes bovines désossées, détenues par l'organisme d'intervention espagnol,
- 1 790 tonnes de viandes bovines désossées, détenues par l'organisme d'intervention français,
- 8 000 tonnes de viandes bovines désossées, détenues par l'organisme d'intervention du Royaume-Uni.

Des informations détaillées concernant les produits et leur prix de vente se trouvent à l'annexe I.

2. Sous réserve des dispositions du présent règlement, les produits visés au paragraphe 1 sont vendus conformément aux dispositions des règlements (CEE) n° 2173/79, et notamment ses titres I et III, (CEE) n° 2182/77 et (CEE) n° 3002/92.

3. Les informations relatives aux quantités ainsi qu'aux lieux où les produits sont entreposés peuvent être obtenues par les intéressés aux adresses indiquées à l'annexe II du présent règlement.

4. Pour chaque produit mentionné à l'annexe I, les organismes d'intervention concernés vendent en priorité les viandes dont la durée de stockage est la plus longue.

5. Par dérogation à l'article 2, paragraphe 2, deuxième alinéa, du règlement (CEE) n° 2173/79, les demandes d'achat n'indiquent pas l'entrepôt ou les entrepôts où est détenue la viande faisant l'objet de la demande.

Article 2

1. La demande d'achat n'est valable que si elle est introduite par ou au nom d'une personne physique ou morale qui a fabriqué des produits transformés contenant de la viande bovine, au cours des douze mois précédant l'entrée en vigueur du présent règlement, et qui est inscrite au registre national de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). En outre, la demande en question doit être introduite par ou au nom d'un établissement de transformation agréé conformément aux dispositions de l'article 8 de la directive 77/99/CEE du Conseil⁽¹⁾.

⁽¹⁾ JO L 26 du 31. 1. 1977, p. 85.

2. Par dérogation à l'article 3 paragraphes 1 et 2 du règlement (CEE) n° 2182/77, la demande doit être accompagnée:

- Par l'indication du produit visé soit à l'article 3, paragraphe 2, soit à l'article 3, paragraphe 3,
- de l'engagement écrit de l'acheteur indiquant que celui-ci transformera les viandes dans le produit ainsi spécifié, dans le délai visé à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2182/77,
- de l'indication précise du ou des établissements où les viandes achetées seront transformées.

3. L'acheteur visé au paragraphe 1 peut charger par écrit un mandataire de prendre livraison des produits qu'il achète. Dans ce cas, le mandataire soumet la demande d'achat de l'acheteur qu'il représente, accompagnée de la procuration écrite susmentionnée.

4. Par dérogation à l'article 18, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2173/79, le délai de prise en charge est de deux mois.

5. Les acheteurs et les mandataires visés aux paragraphes précédents tiennent à jour une comptabilité permettant d'établir la destination et l'utilisation des produits, notamment en vue de vérifier la correspondance entre les quantités de produits achetés et celles de produits transformés.

Article 3

1. La viande achetée en application du présent règlement doit être transformée en produits répondant aux définitions des produits «A» ou «B» visés aux paragraphes 2 et 3.

2. Par «produit A», on entend un produit transformé relevant des codes NC 1602 10 00, 1602 50 31, 1602 50 39 ou 1602 50 80, ne contenant pas d'autre viande que celle d'animaux de l'espèce bovine, présentant un rapport collagène/protéines ne dépassant pas 0,45 %⁽²⁾ et contenant au moins 20 %⁽³⁾ de viande maigre en poids à l'exclusion des abats⁽⁴⁾ et des matières grasses, la viande et la gelée comptant pour 85 % au moins du poids total net.

Le produit est soumis à un traitement thermique suffisant pour garantir la coagulation des protéines de la viande dans l'ensemble du produit, qui ne présente donc pas de trace liquide rosâtre sur sa face de découpage dans les cas où il est découpé le long d'une ligne passant par sa partie la plus épaisse.

⁽²⁾ Détermination de la teneur en collagène: est considérée comme teneur en collagène la teneur en hydroxyproline multipliée par le facteur 8. La teneur en hydroxyproline est déterminée selon la méthode ISO 3496-1994.

⁽³⁾ La teneur en viande bovine maigre, à l'exclusion des matières grasses, est déterminée conformément à la procédure décrite dans l'annexe du règlement (CEE) n° 2429/86 de la Commission (JO L 210 du 1. 8. 1986, p. 39).

⁽⁴⁾ Les abats comprennent: la tête et les morceaux de tête (y compris les oreilles), les pieds, la queue, le cœur, le pis, le foie, les rognons, le thymus (ris) et le pancréas, la cervelle, les poumons, la gorge, l'onglet, la rate, la langue, la crépine, la moelle épinière, la peau comestible, les organes reproducteurs (utérus, ovaires, testicules), la thyroïde et l'hypophyse.

3. Par «produit B», on entend un produit transformé contenant de la viande bovine autre que:

- les produits spécifiés à l'article 1^{er}, paragraphe 1, point a), du règlement (CEE) n° 805/68,
- les produits visés au paragraphe 2.

Toutefois, un produit transformé relevant du code NC 0210 20 90 qui a été séché ou fumé de manière que la couleur et la consistance de la viande fraîche ont totalement disparu et qui présente un rapport eau/protéines ne dépassant pas 3,2 est considéré comme un produit B.

Article 4

1. Les États membres établissent un système de contrôle physique et documentaire pour veiller à ce que toute la viande soit transformée conformément aux dispositions des articles 2 et 3.

Le système comprend des contrôles physiques de la quantité et de la qualité au début de la transformation, au cours de la transformation et après la fin de la transformation. À cet effet, les transformateurs doivent à tout moment être en mesure de fournir des preuves de l'identité et de l'utilisation de la viande au moyen de registres de production adéquats.

Dans le cadre de la vérification technique de la méthode de production par l'autorité compétente, dans la mesure nécessaire, il peut être tenu compte des pertes à l'égouttage et au parage.

Pour vérifier la qualité du produit fini et établir la correspondance avec la formule de transformateur, les États membres prélèvent des échantillons représentatifs et effectuent des analyses des produits. Le coût de telles opérations est supporté par le transformateur concerné.

2. Sur demande du transformateur, l'État membre peut autoriser le désossage des quartiers avec os dans un autre établissement que celui prévu pour la transformation, pourvu que les opérations y relatives aient lieu dans le même État membre sous un contrôle approuvé.

3. L'article 1^{er} du règlement (CEE) n° 2182/77 ne s'applique pas.

Article 5

1. Le montant de la garantie prévue à l'article 15, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2173/79 est fixé à 12 écus par 100 kilogrammes.

2. Le montant de la garantie prévue à l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2182/77 est fixé:

- pour les quartiers avant non désossés destinés aux produits A, à 1 300 écus,

- pour les quartiers avant non désossés destinés aux produits B ou à un mélange de produits A et de produits B, à 1 150 écus,
- pour les viandes désossées destinées aux produits A, à 1 750 écus,
- pour les viandes désossées destinées aux produits B ou à un mélange de produits A et de produits B, à 1 600 écus.

3. Par dérogation à l'article 5, paragraphe 3, du règlement (CEE) n° 2182/77, la transformation en produit fini tel qu'indiqué dans la demande d'achat de toute la viande achetée constitue une exigence principale.

Article 6

Par dérogation à l'article 9 du règlement (CEE) n° 2182/77, en plus des mentions prescrites par le règlement (CEE) n° 3002/92:

- La case 104 de l'exemplaire de contrôle T5 doit comporter une ou plusieurs des mentions suivantes:
 - Para transformación [Reglamentos (CEE) n° 2182/77 y (CE) n° 2759/98]
 - Til forarbejdning (forordning (EØF) nr. 2182/77 og (EF) nr. 2759/98)
 - Zur Verarbeitung bestimmt (Verordnungen (EWG) Nr. 2182/77 und (EG) Nr. 2759/98)
 - Για μεταποίηση [κανονισμοί (ΕΟΚ) αριθ. 2182/77 και (ΕΚ) αριθ. 2759/98]
 - For processing (Regulations (EEC) No 2182/77 and (EC) No 2759/98)
 - Destinés à la transformation [règlements (CEE) n° 2182/77 et (CE) n° 2759/98]
 - Destinate alla trasformazione [regolamenti (CEE) n. 2182/77 e (CE) n. 2759/98]
 - Bestemd om te worden verwerkt (Verordeningen (EEG) nr. 2182/77 en (EG) nr. 2759/98)
 - Para transformação [Regulamentos (CEE) n° 2182/77 e (CE) n° 2759/98]
 - Jalostettavaksi (Asetukset (ETY) N:o 2182/77 ja (EY) N:o 2759/98)
 - För bearbetning (Förordningarna (EEG) nr 2182/77 och (EG) nr 2759/98).
- La case 106 de l'exemplaire de contrôle T5 doit comporter la date de conclusion du contrat de vente.

Article 7

Le règlement (CE) n° 2144/98 est abrogé.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I — LIITE I — BILAGA I

Estado miembro	Productos (1)	Cantidad aproximada (toneladas)	Precio de venta expresado en ecus por tonelada
Medlemsstat	Produkter (1)	Tilnærmet mængde (tons)	Salgspriser i ECU/ton
Mitgliedstaat	Erzeugnisse (1)	Ungefähre Mengen (Tonnen)	Verkaufspreise, ausgedrückt in ECU/Tonne
Κράτος μέλος	Προϊόντα (1)	Κατά προσέγγιση ποσότητα (τόνοι)	Τιμές πώλησης εκφραζόμενες σε Ecu ανά τόνο
Member State	Products (1)	Approximate quantity (tonnes)	Selling prices expressed in ecus per tonne
État membre	Produits (1)	Quantité approximative (tonnes)	Prix de vente exprimés en écus par tonne
Stato membro	Prodotti (1)	Quantità approssimativa (tonnellate)	Prezzi di vendita espressi in ecu per tonnellata
Lidstaat	Producten (1)	Hoeveelheid bij benadering (ton)	Verkoopprijzen uitgedrukt in ECU per ton
Estado-membro	Produtos (1)	Quantidade aproximada (toneladas)	Preço de venda expresso em ecus por tonelada
Jäsenvaltio	Tuotteet (1)	Arvioitu määrä (tonneina)	Myyntihinta ecuina tonnilla
Medlemsstat	Produkter (1)	Ungefärlig kvantitet (ton)	Försäljningspris i ecu per ton

a) Carne con hueso — Kød, ikke udbenet — Fleisch mit Knochen — Κρέατα με κόκαλα — Bone-in beef — Viande avec os — Carni non disossate — Vlees met been — Carne com osso — Luullinen naudanliha — Kött med ben

			(a) (2)	(b) (3)
DANMARK	— Forfjerdinger	500	650	800
ITALIA	— Quarti anteriori	500	650	800
IRELAND	— Forequarters	380	650	800
FRANCE	— Quartiers avant	1 000	650	800
ÖSTERREICH	— Vorderviertel	1 000	650	800
PORTUGAL	— Quartos dianteiros	400	650	800
ESPAÑA	— Cuartos delanteros	1 000	650	800
NEDERLAND	— Voorvoeten	34	650	800

b) Carne deshuesada — Udbenet kød — Fleisch ohne Knochen — Κρέατα χωρίς κόκαλα — Boneless beef — Viande désossée — Carni senza osso — Vlees zonder been — Carne desossada — Luuton naudanliha — Benfritt kött

FRANCE	Flanchet d'intervention (INT 18)	1 000	600	750
	Jarret avant d'intervention (INT 21)	113	800	950
	Épaupe d'intervention (INT 22)	677	1 100	1 250
UNITED KINGDOM	Intervention shank (INT 11)	1 000	700	850
	Intervention thick flank (INT 12)	1 000	1 200	1 350
	Intervention topside (INT 13)	500	1 450	1 600
	Intervention silverside (INT 14)	500	1 400	1 550
	Intervention flank (INT 18)	1 000	600	750
	Intervention forerib (INT 19)	500	1 000	1 150
	Intervention shin (INT 21)	1 000	700	850
	Intervention shoulder (INT 22)	1 000	1 000	1 100
	Intervention brisket (INT 23)	500	700	850
IRELAND	Intervention forequarter (INT 24)	1 000	1 000	1 150
	Intervention shank (INT 11)	500	800	950
	Intervention flank (INT 18)	500	700	850
	Intervention shin (INT 21)	500	800	950
	Intervention shoulder (INT 22)	1 000	1 100	1 250
	Intervention brisket (INT 23)	500	800	950
	Intervention forequarter (INT 24)	1 000	1 100	1 250
	Intervention thick flank (INT 12)	200	1 300	1 450
	Intervention topside (INT 13)	200	1 550	1 700
	Intervention silverside (INT 14)	200	1 500	1 650
ESPAÑA	Intervention rump (INT 16)	200	1 500	1 650
	Intervention forerib (INT 19)	200	1 100	1 250
	Falda (INT 18)	30	600	750

- (¹) Véanse los anexos V y VII del Reglamento (CEE) n° 2456/93 de la Comisión (DO L 225 de 4.9.1993, p. 4); Reglamento cuya última modificación la constituye el Reglamento (CE) n° 2304/98 (DO L 288 de 27.10.1998, p. 3).
- (¹) Se bilag V og VII til Kommissionens forordning (EØF) nr. 2456/93 (EFT L 225 af 4. 9. 1993, s. 4); forordningen er senest ændret ved forordning (EF) nr. 2304/98 (EFT L 288 af 27. 10. 1998, s. 3).
- (¹) Vgl. Anhänge V und VII der Verordnung (EWG) Nr. 2456/93 der Kommission (ABl. L 225 vom 4.9.1993, S. 4), zuletzt geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2304/98 (ABl. L 288 vom 27.10.1998, S. 3).
- (¹) Βλέπε παραρτήματα V και VII του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2456/93 της Επιτροπής (ΕΕ L 225 της 4.9.1993, σ. 4), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 2304/98 (ΕΕ L 288 της 27.10.1998, σ. 3).
- (¹) See Annexes V and VII to Commission Regulation (EEC) No 2456/93 (OJ L 225, 4.9.1993, p. 4), as last amended by Regulation (EC) No 2304/98 (OJ L 288, 27.10.1998, p. 3).
- (¹) Voir annexes V et VII du règlement (CEE) n° 2456/93 de la Commission (JO L 225 du 4.9.1993, p. 4). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2304/98 (JO L 288 du 27. 10. 1998, p. 3).
- (¹) Cfr. allegati V e VII del regolamento (CEE) n. 2456/93 della Commissione (GU L 225 del 4. 9. 1993, pag. 4), modificato da ultimo dal regolamento (CE) n. 2304/98 (GU L 288 del 27.10.1998, pag. 3).
- (¹) Zie de bijlagen V en VII van Verordening (EEG) nr. 2456/93 van de Commissie (PB L 225 van 4.9.1993, blz. 4), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2304/98 (PB L 288 van 27. 10. 1998, blz. 3).
- (¹) Ver anexos V e VII do Regulamento (CEE) n° 2456/93 da Comissão (JO L 225 de 4.9.1993, p. 4). Regulamento com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CE) n° 2304/98 (JO L 288 de 27.10.1998, p. 3).
- (¹) Katso komission asetuksen (ETY) N:o 2456/93 (EYVL L 225, 4.9.1993, s. 4), sellaisena kuin se on viimeksi muutettuna asetuksella (EY) N:o 2304/98 (EYVL L 288, 27.10.1998, s. 3), liitteet V ja VII.
- (¹) Se bilagorna V och VII i kommissionens förordning (EEG) nr 2456/93 (EGT L 225, 4.9.1993, s. 4), senast ändrad genom förordning (EG) nr 2304/98 (EGT L 288, 27.10.1998, s. 3).
- (²) Precio aplicable a la transformación exclusivamente en los productos «A» contemplados en el apartado 2 del artículo 3.
- (²) Pris udelukkende for forarbejdning til A-produkter som omhandlet i artikel 3, stk. 2.
- (²) Geltender Preis nur für die Verarbeitung zu A-Erzeugnissen gemäß Artikel 3 Absatz 2.
- (²) Τιμή που εφαρμόζεται για τη μεταποίηση, μόνο σε προϊόντα «Α» που αναφέρονται στο άρθρο 3 παράγραφος 2.
- (²) Price applying for processing solely into A products as referred to in Article 3(2).
- (²) Prix applicable uniquement pour la transformation en produits «A» visés à l'article 3, paragraphe 2.
- (²) Prezzo applicabile unicamente per la trasformazione in prodotti «A» di cui all'articolo 3, paragrafo 2.
- (²) Prijs uitsluitend voor verwerking tot de in artikel 3, lid 2, bedoelde A-producten.
- (²) Preço aplicável para a transformação apenas em produtos «A» referidos no n.º 2 do artigo 3.º
- (²) Hintta jota sovelletaan jalostettaessa ainoastaan 3 artiklan 2 kohdassa tarkoitetuiksi A-luokan tuotteiksi.
- (²) Pris för bearbetning endast till A-produkter i enlighet med artikel 3.2.
- (³) Precio aplicable a la transformación en los productos «B» contemplados en el apartado 3 del artículo 3, o en una mezcla de productos «A» y productos «B».
- (³) Pris for forarbejdning til B-produkter som omhandlet i artikel 3, stk. 3, eller en blanding af A- og B-produkter.
- (³) Geltender Preis für die Verarbeitung zu B-Erzeugnissen gemäß Artikel 3 Absatz 3 oder eine Mischung aus A- und B-Erzeugnissen.
- (³) Τιμή που εφαρμόζεται για τη μεταποίηση σε προϊόντα «Β» που αναφέρονται στο άρθρο 3 παράγραφος 3, ή σε μείγμα προϊόντων Α και προϊόντων Β.
- (³) Price applying for processing into B products as referred to in Article 3(3) or a mix of A products and B products.
- (³) Prix applicable pour la transformation en produits «B» visés à l'article 3, paragraphe 3, ou pour un mélange de produits «A» et de produits «B».
- (³) Prezzo applicabile per la trasformazione in prodotti «B» di cui all'articolo 3, paragrafo 3, o per un miscuglio di prodotti «A» e di prodotti «B».
- (³) Prijs voor verwerking tot de in artikel 3, lid 3, bedoelde B-producten of tot een mengeling van A-producten en B-producten.
- (³) Preço aplicável para a transformação em produtos «B» referidos no n.º 3 do artigo 3.º, ou uma mistura de produtos «A» e produtos «B».
- (³) Hintta, jota sovelletaan jalostettaessa 3 artiklan 3 kohdassa tarkoitetuiksi B-luokan tuotteiksi, tai A- ja B-luokan tuotteiden seokseksi.
- (³) Pris för bearbetning till B-produkter i enlighet med artikel 3.3 eller en blandning av A- och B-produkter.

*ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II —
ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANEXO II — LIITE II — BILAGA II*

**Direcciones de los organismos de intervención — Interventionsorganernes adresser —
Anschriften der Interventionsstellen — Διευθύνσεις των οργανισμών παρεμβάσεως — Addresses
of the intervention agencies — Adresses des organismes d'intervention — Indirizzi degli
organismi d'intervento — Adressen van de interventiebureaus — Endereços dos organismos
de intervenção — Interventioelinten osoitteet — Interventionsorganens adresser**

DANMARK

Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri
EU-direktoratet
Kampmannsgade 3
DK-1780 København V
Tlf. (45) 33 92 70 00; telex 151317 DK; fax (45) 33 92 69 48, (45) 33 92 69 23

ESPAÑA

FEGA (Fondo Español de Garantía Agraria)
Beneficencia, 8
E-28005 Madrid
Tel.: (34) 913 47 65 00, 913 47 63 10; télex: FEGA 23427 E, FEGA 41818 E; fax: (34) 915 21 98 32,
915 22 43 87

FRANCE

OFIVAL
80, avenue des Terroirs-de-France
F-75607 Paris Cedex 12
Téléphone: (33 1) 44 68 50 00; télex: 215330; télécopieur: (33 1) 44 68 52 33

ITALIA

AIMA (Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo)
Via Palestro 81
I-00185 Roma
Tel. 49 49 91; telex: 61 30 03; telefax: 445 39 40/445 19 58

IRELAND

Department of Agriculture, Food and Forestry
Agriculture House
Kildare Street
IRL-Dublin 2
Tel. (01) 678 90 11, ext. 2278 and 3806
Telex 93292 and 93607, telefax (01) 661 62 63, (01) 678 52 14 and (01) 662 01 98

NEDERLAND

Ministerie van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij, Voedselvoorzieningsin- en verkoopbureau
p/a LASER, Zuidoost
Slachthuisstraat 71
Postbus 965
6040 AZ Roermond
Tel. (31-475) 35 54 44; telex 56396 VIBNL; fax (31-475) 31 89 39

ÖSTERREICH

AMA-Agrarmarkt Austria
Dresdner Straße 70
A-1201 Wien
Tel.: (431) 33 15 12 20; Telefax: (431) 33 15 1297

PORTUGAL

Instituto Nacional de Intervenção e Garantia Agrícola
Rua Fernando Curado Ribeiro, nº 4-G
P-1600 Lisboa
Tel.: (351-1) 751 85 00; telefax: (351-1) 751 86 15

UNITED KINGDOM

Intervention Board Executive Agency
Kings House
33 Kings Road
Reading RG1 3BU
Berkshire
Tel. (01189) 58 36 26
Fax (01189) 56 67 50

RÈGLEMENT (CE) N° 2760/98 DE LA COMMISSION**du 18 décembre 1998****concernant la mise en œuvre d'un programme de coopération transfrontalière dans le cadre du programme PHARE**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3906/89 du Conseil du 18 décembre 1989 relatif à l'aide économique octroyée à certains pays d'Europe centrale et orientale ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 753/96 ⁽²⁾, et notamment son article 8,

considérant que le Conseil européen, réuni à Luxembourg en décembre 1997, a défini la stratégie renforcée de préadhésion, qui doit permettre à tous les pays candidats d'Europe centrale et orientale de devenir, à terme, membres de l'Union européenne et, à cet effet, de s'aligner, dans la mesure du possible, sur l'acquis avant leur adhésion;

considérant qu'il convient de tenir compte, dans le cadre de la coopération transfrontalière, des partenariats pour l'adhésion, qui constituent la clef de voûte de la stratégie renforcée de préadhésion et définissent les mesures prioritaires à prendre en vue de l'adhésion;

considérant que les premières années de mise en œuvre du règlement (CE) n° 1628/94 de la Commission ⁽³⁾, qui a institué le programme transfrontalier dans le cadre de PHARE et en coordination avec Interreg, ont déjà donné certains résultats positifs, notamment en débouchant sur un dialogue et une coopération entre les régions frontalières de l'Union européenne et celles des pays d'Europe centrale et orientale, en contribuant au développement économique de ces dernières et au rapprochement de leur niveau de développement de celui enregistré dans l'Union européenne et en leur donnant l'occasion de se familiariser avec les pratiques et les procédures d'Interreg, y compris l'élaboration de stratégies de développement régional pour les régions frontalières;

considérant qu'il convient d'améliorer encore le fonctionnement de ce programme, notamment en augmentant le nombre de projets à caractère véritablement transfrontalier et en accélérant le rythme de leur mise en œuvre;

considérant que la Roumanie, qui est le seul pays candidat n'ayant aucune frontière commune avec l'Union européenne, devrait également pouvoir bénéficier du programme PHARE de coopération transfrontalière;

considérant que le programme PHARE de coopération transfrontalière s'inscrira progressivement dans le contexte plus large d'une politique de développement régional, fondée sur la stratégie de préadhésion, qui devrait corriger les déséquilibres actuels entre les ressources budgétaires affectées à la coopération transfrontalière et celles réservées aux autres priorités du processus de préadhésion ainsi qu'entre les diverses régions des pays candidats;

considérant que le Conseil a souligné à plusieurs reprises la nécessité de renforcer la coopération et de favoriser l'intégration entre les pays d'Europe centrale et orientale et la Communauté européenne ainsi que d'encourager la stabilité et la sécurité dans la région;

considérant qu'il est nécessaire, compte tenu de la participation, à l'avenir, des pays candidats à l'adhésion à la politique structurelle de l'Union européenne, d'aligner plus encore le programme PHARE de coopération transfrontalière sur Interreg, notamment en créant des programmes transfrontaliers communs et des structures communes de programmation;

considérant que l'actuelle couverture géographique du programme PHARE de coopération transfrontalière doit, pour les pays candidats d'Europe centrale et orientale, être progressivement élargie de manière à inclure, en plus de leurs régions limitrophes de l'Union européenne, leurs frontières avec les autres pays candidats bénéficiaires du programme; que, à terme, les frontières avec les autres pays voisins bénéficiant de PHARE ou d'autres programmes d'aide communautaire pourraient également devenir éligibles;

considérant que les actions éligibles devraient être similaires à celles prévues par Interreg dans le cadre global des partenariats pour l'adhésion;

considérant qu'il est nécessaire de renforcer la participation des acteurs locaux et régionaux à la coopération transfrontalière ainsi que l'approche ascendante, de développer, à ce niveau, les capacités de programmation, de mise en œuvre et de contrôle et de permettre aux autorités locales des régions frontalières de prendre des décisions concernant des petits projets à caractère véritablement transfrontalier en créant des fonds à cet effet;

⁽¹⁾ JO L 375 du 23. 12. 1989, p. 11.

⁽²⁾ JO L 103 du 26. 4. 1996, p. 5.

⁽³⁾ JO L 171 du 6. 7. 1994, p. 14.

considérant qu'il est nécessaire de remplacer le règlement (CE) n° 1628/94;

considérant que le présent règlement est conforme à l'avis du comité pour la restructuration économique de certains pays d'Europe centrale et orientale,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Dans le cadre général du programme PHARE défini par le règlement (CEE) n° 3906/89, les règles précisées ci-après s'appliquent aux actions de financement à caractère structurel déployées dans les régions frontalières des pays d'Europe centrale et orientale bénéficiaires dudit programme.

Ces actions sont mises en œuvre en tenant compte des politiques structurelles de la Communauté et, en particulier, du programme Interreg.

Article 2

1. Les frontières éligibles sont celles entre les pays d'Europe centrale et orientale et la Communauté, de même que celles entre les pays candidats suivants: Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Slovaquie et Slovénie.

2. Les régions frontalières visées sont délimitées par chacun des pays concernés, en accord avec la Commission et selon la méthode utilisée pour Interreg.

3. La répartition des fonds entre les pays bénéficiaires s'effectue selon les critères de la population, du PIB par habitant et de la surface des régions frontalières concernées.

Article 3

Les subventions accordées par la Communauté en vertu du présent programme servent essentiellement à financer la participation des pays d'Europe centrale et orientale en question aux projets conjoints réalisés avec chaque État avec lequel ils partagent une frontière au sens de l'article 2.

Ces projets ont pour objectifs:

- i) de promouvoir la coopération entre les régions frontalières des pays d'Europe centrale et orientale et les régions adjacentes des pays voisins définis à l'article 1^{er} et d'aider ainsi ces régions frontalières à surmonter les problèmes de développement spécifiques pouvant découler, notamment, de leur situation dans l'économie nationale, dans l'intérêt des populations locales et selon des modalités compatibles avec la protection de l'environnement;

- ii) de promouvoir la création et le développement de réseaux de coopération de part et d'autre de la frontière, de même que l'établissement de liens entre ces réseaux et les réseaux communautaires plus vastes.

Article 4

1. Dans les régions frontalières retenues en vertu de l'article 2, les projets à inclure dans le programme de coopération transfrontalière peuvent prendre la forme de:

- i) projets réalisés en conjugaison avec des mesures soutenues par Interreg ou par d'autres programmes communautaires d'assistance extérieure;
- ii) projets, approuvés par les pays concernés, qui ont une incidence transfrontalière, contribuent au développement des structures des régions frontalières et facilitent la coopération entre les pays dans leur ensemble.

2. Une attention spéciale est accordée aux projets pour lesquels un cofinancement est assuré par les collectivités locales ou les opérateurs économiques des pays d'Europe centrale et orientale, ou pour le compte de ces collectivités ou opérateurs.

3. Le financement peut s'effectuer grâce à des ressources d'autres États membres de l'Union européenne et pays d'Europe centrale et orientale, des institutions financières internationales et d'autres sources publiques ou privées.

Article 5

1. Les actions susceptibles d'être financées dans le cadre du présent programme concernent:

- a) la lutte contre les obstacles administratifs et institutionnels à la libre circulation des marchandises, des personnes et des services par delà les frontières, en tenant compte des aspects liés à la sécurité;
- b) l'amélioration des infrastructures, notamment celles de communication, et l'approvisionnement local en eau, en gaz et en électricité, favorisant ainsi l'ensemble des régions frontalières;
- c) la protection de l'environnement, notamment la gestion des déchets, la gestion de l'environnement et la prévention de la pollution, en tenant compte des problèmes accentués par la proximité des frontières extérieures;
- d) le développement agricole et rural, en veillant plus particulièrement à faciliter les projets de coopération transfrontalière,
- e) les mesures dans les domaines de l'énergie et des transports visant à achever la mise en place des réseaux transeuropéens, conformément aux orientations adoptées par la Commission;

- f) les actions liées à la politique communautaire dans le domaine de la justice et des affaires intérieures;
- g) la promotion de la coopération commerciale, le développement des entreprises, la coopération financière et la coopération entre institutions représentant le secteur commercial et industriel (chambres de commerce, par exemple);
- h) l'aide à l'investissement et la fourniture de services et d'infrastructures d'encadrement, notamment en ce qui concerne le transfert de technologies et le *marketing* des petites et moyennes entreprises;
- i) la formation et l'emploi;
- j) le développement économique local, y compris la promotion du tourisme;
- k) la promotion de la coopération dans le domaine de la santé, notamment par le partage de ressources et d'infrastructures à l'échelle transfrontalière;
- l) le développement ou la mise en place de ressources et d'infrastructures destinées à améliorer les flux d'information et de communication entre les régions frontalières, notamment sous la forme d'aides au développement de radios, de télévisions, de journaux et d'autres médias à caractère transfrontalier;
- m) les échanges culturels;
- n) les initiatives locales en matière d'emploi, d'éducation et de formation.

Toutefois, les actions mentionnées aux points j) à n) ne peuvent être financées qu'en vertu des dispositions du paragraphe 2.

2. En vue d'encourager les petits projets communs impliquant les acteurs locaux des régions frontalières et de renforcer les capacités de ces derniers en matière d'identification, d'élaboration et de mise en œuvre, un fonds peut être créé dans chacune des régions concernées et bénéficier d'un pourcentage limité des crédits affectés aux programmes et aux initiatives de coopération transfrontalière.

3. Une attention particulière est accordée aux mesures mettant fortement l'accent sur la coopération transfrontalière, planifiées en étroite coopération avec les collectivités régionales et locales des zones frontalières et portant sur l'établissement ou le développement de structures communes de gestion visant à élargir et à approfondir la coopération transfrontalière entre organismes publics, organismes parapublics et associations bénévoles.

4. L'établissement de plans de développement des régions frontalières, l'identification des projets, la formulation des programmes, les études de faisabilité, l'assistance à la mise en œuvre des programmes et les études de suivi ou d'évaluation peuvent bénéficier eux aussi d'un financement.

Article 6

1. La participation communautaire est assurée, en principe, sous la forme de subventions. Toutefois, dans les cas où une subvention communautaire contribue au financement d'activités génératrices de recettes, la Commission, agissant en consultation avec les autorités compétentes, fixe les règles de ce financement, ces dernières pouvant prévoir un cofinancement grâce aux ressources dégagées du projet ou un remboursement des subventions initiales.

2. L'aide octroyée peut couvrir les dépenses d'importation et les dépenses locales nécessaires à l'exécution des projets et des programmes.

Les taxes, droits de douane et autres impositions, de même que l'acquisition d'actifs immobiliers, sont exclus d'un financement communautaire.

3. Les dépenses couvertes concernent l'assistance technique, la réalisation d'études, la formation ou d'autres mesures de création d'institutions, les programmes de fourniture d'équipements ou de moyens de production essentiels, les opérations d'investissement et les programmes de travaux.

4. Les dépenses d'entretien et de fonctionnement dans les pays d'Europe centrale et orientale peuvent être prises en considération, de façon dégressive, dans la phase de lancement.

Article 7

1. Dans chacune des régions frontalières, un comité mixte de coopération est mis en place, composé de représentants des pays en question, notamment de représentants locaux ou régionaux, et de représentants de la Commission.

2. Le comité mixte de coopération élabore un document commun de programmation transfrontalière dans une perspective pluriannuelle; ce dernier définit les priorités et les stratégies de développement de la région, considérée comme une seule entité géographique et socio-économique, et fixe les dispositions relatives à la mise en œuvre conjointe. Il oriente la programmation et l'exécution des actions entreprises dans le cadre des programmes et des initiatives de coopération transfrontalière bénéficiant d'une assistance de la Communauté européenne.

3. Une fois par an, le comité mixte de coopération établit une liste commune de projets fondée sur le document commun de programmation transfrontalière visé au paragraphe 2. Les recommandations de projets sont transmises à la Commission par l'administration centrale du pays d'Europe centrale et orientale en question, sur la base des propositions présentées par les autorités responsables.

Article 8

1. La Commission formule, pour chaque zone frontalière, une proposition de programme fondée sur le document commun de programmation transfrontalière visé à l'article 7, paragraphe 1, ainsi que sur les recommandations faites par le comité mixte de coopération concernant les projets à financer dans le cadre du présent programme, transmises par l'administration centrale du pays d'Europe centrale et orientale en question.

2. Le montant de subvention représentant la contribution totale ou partielle du pays d'Europe centrale et orientale à un projet conjoint est adopté conformément à la procédure définie à l'article 9 du règlement (CEE) n° 3906/89 et approuvée, en accord avec le pays bénéficiaire, au moyen d'un protocole financier.

Article 9

1. La Commission gère l'aide ainsi fournie conformément aux procédures s'appliquant normalement à l'assistance aux pays d'Europe centrale et orientale, telles que définies dans le règlement (CEE) n° 3906/89.

2. Dans la mesure du possible, des structures communes de contrôle sont créées pour faciliter la mise en œuvre des programmes.

Article 10

Pour atteindre les objectifs visés à l'article 3, la Commission assure la coordination et la cohérence nécessaires entre l'assistance PHARE, celle fournie dans le cadre d'autres programmes d'aide extérieure ou au titre des Fonds structurels.

Article 11

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes* et remplace le règlement (CE) n° 1628/94 à cette même date.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission
Hans VAN DEN BROEK
Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CE) N° 2761/98 DE LA COMMISSION
du 18 décembre 1998

portant augmentation d'un contingent tarifaire communautaire consolidé au
GATT pour du papier journal en provenance du Canada (1998)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1808/95 du Conseil du 24 juillet 1995 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires consolidés au GATT et de certains autres contingents tarifaires communautaires pour des produits industriels, agricoles et de la pêche, et définissant les modalités d'amendement ou d'adaptation desdits contingents⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1401/98⁽²⁾, et notamment ses articles 9 et 10,

considérant que la Communauté a conclu un accord qui prévoit, entre autres, l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour le papier journal de 650 000 tonnes, dont 600 000 tonnes, conformément à l'article XIII du GATT, sont réservées, jusqu'au 30 novembre de chaque année, aux seuls produits en provenance du Canada; que cet accord prévoit également l'obligation d'augmenter de 5 % la partie du contingent réservée aux importations en provenance du Canada, en cas d'épuisement, avant l'expiration d'une année déterminée, de la partie en question;

considérant que le contingent tarifaire communautaire pour le papier journal en provenance du Canada a été épuisé; qu'il convient donc d'augmenter de 30 000 tonnes le volume de la partie du contingent réservée à ces importations;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis émis par le comité du code des douanes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Le volume contingentaire pour le numéro d'ordre 09.0015 est augmenté de 30 000 tonnes pour l'année 1998.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 1^{er} janvier 1998.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 décembre 1998.

Par la Commission

Mario MONTI

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 176 du 27. 7. 1995, p. 1.

⁽²⁾ JO L 188 du 2. 7. 1998, p. 1.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 24 novembre 1998

prévoyant une disposition dérogatoire concernant la décision 71/128/CEE portant création d'un comité consultatif de la pêche

[notifiée sous le numéro C(1998) 3591]

(98/726/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

considérant qu'un comité consultatif a été créé dans le secteur de la pêche par la décision 71/128/CEE de la Commission ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 97/246/CE ⁽²⁾;

considérant que la durée du mandat des membres du comité a été limitée à dix-huit mois par la décision 97/246/CE de manière à permettre d'adapter le rôle du comité et la manière dont il fonctionne en fonction des changements qui se sont produits depuis qu'il a été créé en améliorant le processus de consultation et les conditions dans lesquelles le comité exerce son activité;

considérant que la Commission n'a pas achevé de préparer les dispositions appropriées relatives à la structure du comité et à ses méthodes de travail dans le délai permettant l'adoption d'une nouvelle décision avant l'arrivée à échéance du mandat du présent comité;

considérant que le comité doit continuer à fonctionner jusqu'à ce qu'une nouvelle décision puisse être adoptée,

DÉCIDE:

Article premier

Par dérogation aux articles 4 et 5 de la décision 71/128/CEE, les membres du comité consultatif de la pêche ainsi que le président et les deux vice-présidents restent en fonction jusqu'à la date de la nomination du nouveau comité ou jusqu'au 31 juillet 1999 au plus tard.

Article 2

La présente décision entre en vigueur le 15 novembre 1998.

Fait à Bruxelles, le 24 novembre 1998.

Par la Commission

Emma BONINO

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 68 du 22. 3. 1971, p. 18.

⁽²⁾ JO L 97 du 12. 4. 1997, p. 27.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 9 décembre 1998

modifiant la décision 98/439/CE relative à l'admissibilité des dépenses prévues par certains États membres au cours de l'année 1998 pour la mise en œuvre des régimes de surveillance et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche

[notifiée sous le numéro C(1998) 3938]

(98/727/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la décision 95/527/CE du Conseil du 8 décembre 1995 relative à une participation financière de la Communauté à certaines dépenses consenties par les États membres pour la mise en œuvre des régimes de surveillance et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche ⁽¹⁾, et notamment son article 6,

considérant que la décision 98/439/CE de la Commission ⁽²⁾, porte sur l'admissibilité des dépenses prévues par certains États membres au cours de l'année 1998 pour la mise en œuvre des régimes de surveillance et de contrôle applicables à la politique commune de la pêche;

considérant que le Royaume-Uni a communiqué des informations qui précisent sa demande de contribution financière relative aux dépenses visées à l'article 2 de la décision 95/527/CE et prévues pour l'année 1998;

considérant que ces informations ont une influence sur le niveau de ses dépenses admissibles pour une contribution financière selon les termes de la décision 95/527/CE;

considérant qu'il y a lieu de modifier la décision 98/439/CE afin de prendre en compte les montants pertinents;

considérant que les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité de gestion de la pêche et de l'aquaculture,

Article premier

La décision 98/439/CE est modifiée comme suit:

- 1) à l'article 1^{er}, première phrase, le montant de «71 867 026 écus» est remplacé par celui de «77 788 171 écus»;
- 2) à l'article 1^{er}, troisième phrase, le montant de «20 570 152 écus» est remplacé par celui de «23 530 725 écus»;
- 3) à l'annexe I, les montants de «8 866 957 UKL», «13 425 954 ECU» et «3 449 817 ECU» prévus pour le Royaume-Uni, sont respectivement remplacés par ceux de «12 777 483 UKL», «19 347 099 ECU» et «6 410 390 ECU»;
- 4) à l'annexe I, les totaux de «71 867 026 ECU» et de «20 570 152 ECU» sont respectivement remplacés par ceux de «77 788 171 ECU» et «23 530 725 ECU».

Article 2

Le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, le Royaume des Pays-Bas, la République portugaise, la République finlandaise, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 9 décembre 1998.

Par la Commission

Emma BONINO

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 301 du 14. 12. 1995, p. 30. JO L 302 du 15. 12. 1995, p. 45 (rectificatif).

⁽²⁾ JO L 194 du 10. 7. 1998, p. 50.

RECTIFICATIFS

Rectificatif au règlement (CE) n° 1401/98 du Conseil du 22 juin 1998 modifiant le règlement (CE) n° 1808/95, portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires consolidés au GATT et de certains autres contingents tarifaires communautaires pour certains produits agricoles, industriels et de la pêche, et définissant les modalités d'amendement ou d'adaptation desdits contingents, et modifiant le règlement (CE) n° 764/96

(«Journal officiel des Communautés européennes» L 188 du 2 juillet 1998)

Page 3, article 1^{er}, point 6 [concernant l'annexe IV du règlement (CE) n° 1808/95]:

au lieu de: «6) l'annexe IV est remplacée par l'annexe I du présent règlement;»

lire: «6) à l'annexe IV, les parties A et B sont remplacées par l'annexe I du présent règlement;»